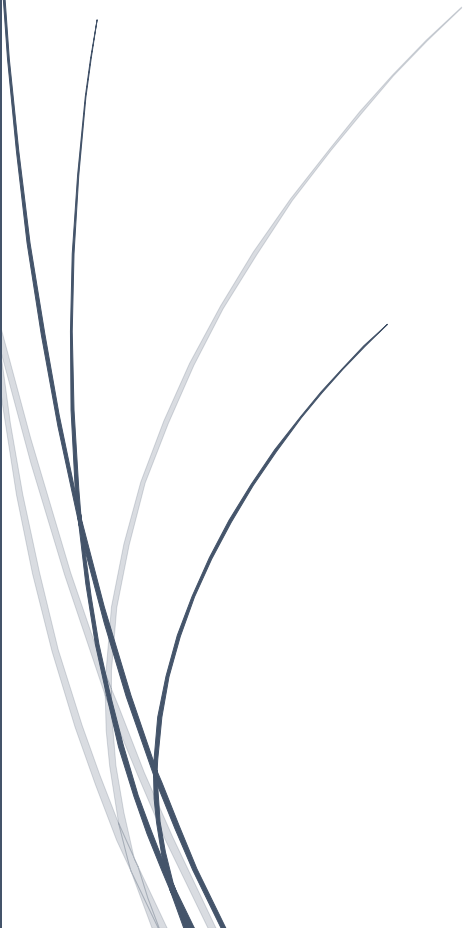


09/2020

Les jeunes s'engagent

Revue de l'Iréa n°1



Institut de Recherches, d'Etudes et d'Animation

Manifeste de l'IREA

L'institut de recherche, d'études et d'animation est né de trois constats, d'ailleurs solidaires.

En premier lieu, celui d'une coupure entre les recherches concernant l'éducation, la formation, menées en sciences humaines et sociales comme dans les autres domaines scientifiques, et les acteurs de l'éducation et de l'enseignement. Ces deux univers n'entretiennent que trop peu de rapports ; les résultats des chercheurs qui pourraient être utiles aux praticiens ne leur sont pas présentés généralement sous une forme accessible, et les questions des praticiens ne sont guère prises en charge par les chercheurs.

En second lieu, une inquiétude devant le caractère trop souvent irrationnel, passionnel et affectif du débat sur l'école dans notre société. Il est dangereux d'argumenter en ce domaine à partir de faits divers ou de convictions d'autant plus fortes qu'elles sont moins fondées. Il faut nourrir le débat de faits positifs, établis selon des procédures rigoureuses, resitués dans leur contexte et dans l'histoire de l'éducation

Enfin, le constat d'une régression de la réflexion et de l'ambition en matière d'éducation dans notre pays. Par rapport aux années 1960, pour ne pas remonter plus loin, le contraste est saisissant. Alors que nos connaissances ont progressé, le débat public est plus pauvre, l'ambition démocratique semble abandonnée dans les faits. Les questions légitimes, posées à partir des individus, font oublier la dimension éducative collective essentielle au service public.

L'institut n'a pas la prétention d'apporter à ces trois séries de problèmes des réponses qui dépendent en fait de l'ensemble de nos concitoyens. Mais de fournir à l'opinion publique, et d'abord aux enseignants, quels qu'ils soient, des informations validées, de soumettre autant que possible l'affrontement des idéologies à l'arbitrage des raisons et des faits. D'assurer en quelque sorte l'interface entre la recherche et la pratique.

Concrètement, l'Institut constitué de manière pluraliste, et avec un conseil scientifique indépendant, mettra à disposition sur son site internet des comptes rendus de recherche, des annonces de colloques et de séminaires. Il organisera des séminaires, des journées d'études et des colloques. Il suscitera des recherches sur des sujets qui lui semblent à la fois importants et trop peu étudiés.

Manifeste élaboré lors du premier conseil scientifique en janvier 2008

Directeur de publication : Jean-Luc Villeneuve

Rédacteur en Chef : Sylvain Dzimira

Comité de rédaction : Claude Azéma, Michel Debon de Beauregard, Marc Douaire

ISSN 2727-1226

Revue de l'Iréa n°1

Les jeunes s'engagent

Table des matières

Préambule	4
Jean-Luc Villeneuve	
Présentation	5
Sylvain Dzimira	
Trois jeunesses	13
François Dubet	
Une banlieue parisienne vue depuis Ouagadougou	19
Julien Rémy	
Jeunes, musulmans et engagés sur la voie de la radicalisation	24
Olivier Bobineau	
S'engager pour les animaux, s'engager avec les animaux	27
Jocelyne Porcher	
Féminisme 2.0 : un engagement militant sur internet	30
Armelle Weil	
Entretien avec Aude Paul, jeune militante Sgen-CFDT	34
Entretien avec Fabrice Basset, jeune militant Fep-CFDT	39
Jeunesses engagées	43
Valérie Becquet	
L'engagement des jeunes aujourd'hui	47
Sylvain Dzimira	
S'engager dans et par le travail ?	52
Anne de Ruyg	
Les auteurs de ce numéro	56

Préambule

L'Iréa a désormais 13 ans ! Dans le Manifeste du 15 janvier 2008, élaboré par son conseil scientifique, l'Iréa déclarait avoir pour ambition de « fournir à l'opinion publique, et d'abord aux enseignants, quels qu'ils soient, des informations validées, de soumettre autant que possible l'affrontement des idéologies à l'arbitrage des raisons et des faits, d'assurer en quelque sorte l'interface entre la recherche et la pratique. »

Depuis l'institut a organisé 12 colloques réunissant plus de 200 intervenant-e-s - chercheurs, universitaires, syndicalistes, pédagogues, élus politiques, journalistes... -, 49 « 5 à 7 » avec des débats autour d'un ouvrage et son auteur, publiant les actes de 10 de ses colloques.

Pour autant toutes ces activités concernent un public encore top restreint. Aussi il a été décidé d'élaborer une revue numérique, à raison de 2 ou 3 numéros par an. Rappelons que l'Iréa est une association loi 1901 qui a donc son autonomie de fonctionnement tout en respectant les valeurs fondamentales portées par toute la CFDT.

Cette revue, pluraliste, s'adressera à l'ensemble des syndicats de la Fep-CFDT (Fédération de la Formation et de l'enseignement Privés) et du Sgen-CFDT (Syndicat Général de l'Education Nationale). Mais elle a également pour objectif l'ensemble du monde syndical, les associations pédagogiques, les organisations de jeunes, les journalistes, etc.

Chaque numéro sera consacré à un thème. Les articles n'engageront que leurs auteurs et ne sauraient tendre à un positionnement de l'Iréa.

Le numéro 1 de la revue est gratuit pour tous. Par la suite il le demeurera pour l'ensemble des adhérent-e-s de l'institut. Un système d'abonnement sera mis en place pour celles et ceux qui souhaitent consulter « La Revue de l'Iréa ».

Ce numéro est consacré à l'engagement, et pas uniquement syndical, de jeunes.

On compte sur vos réactions, critiques, propositions...

La Revue de l'Iréa ne vivra que par vous.

Le président de l'Irea

Jean-Luc Villeneuve

Présentation

Par Sylvain Dzimira

Quoi de plus urgent pour l'avenir du syndicalisme que de s'interroger sur l'engagement des jeunes aujourd'hui ? Car si les jeunes ne désertent pas nos organisations, la question du renouvellement générationnel de certains syndicats devient urgente pour leur existence même. Mais de qui et de quoi parle-t-on quand on évoque l'engagement des jeunes ?

La jeunesse ... quelle jeunesse ?

Qu'est-ce qu'un jeune ? A l'évidence, le critère de l'âge ne suffit pas pour répondre à cette question, le moment auquel on quitte le statut de jeune étant historiquement et culturellement variable. Au fond, la jeunesse ne serait-elle pas qu'un mot¹ ? En France, aujourd'hui, n'existe-t-il pas des jeunesses ? Qu'ont à voir en effet les jeunes qui sont entrés très tôt dans un processus de rupture avec l'institution scolaire, souvent issus des milieux populaires, et ceux issus de milieux aisés qui fréquentent au même âge les classes préparatoires qui alimenteront les plus grandes Ecoles ? Qu'ont à voir les jeunes professionnels hyperqualifiés déjà bien insérés sur le marché du travail, qui vivent confortablement et envisagent leurs parcours professionnels à l'échelle de la planète, avec ceux, peu qualifiés, qui occupent des emplois précaires et peinent à trouver un logement pour enfin vivre pleinement une forme d'autonomie qu'ils recherchent ? Qu'ont à voir les jeunes des mégapoles, hyperconnectés, avec ceux des zones rurales les plus reculées et encore enclavées numériquement ? Et chacune des jeunesses que l'on vient d'identifier n'est-elle pas elle-même susceptible d'être distinguée en autant de milieux qui la construisent, de quartiers, de villages, de familles ? A suivre ce raisonnement, on semble condamné à ne rien pouvoir dire des jeunes, tombant à coup sûr sous la critique soit de la généralisation hâtive, soit de la micro-observation dont on ne peut tirer aucune conclusion qui fasse sens au-delà du groupe restreint étudié.

La jeunesse n'existe assurément pas comme un groupe social homogène, partageant les mêmes conditions matérielles d'existence, les mêmes représentations du monde ou encore les mêmes aspirations. On peut néanmoins espérer qu'une approche historique et comparative nous permette de mieux appréhender ceux que l'on désigne quand on parle des jeunes. C'est le sens des deux premiers articles. François Dubet nous éclaire par son approche historique. « Même si la jeunesse n'est qu'un mot, écrit-il dans l'ouvrage dont nous reproduisons la conclusion, elle existe. (...) Dans des conditions toujours singulières et inégales, la jeunesse existe parce que les jeunes partagent des épreuves communes »². Il identifie ainsi trois jeunesses successives : à la jeunesse confiante en l'avenir et contestataire du vieux monde, celle portée par les événements de Mai 68, engagée dans des mouvements

¹ « La 'jeunesse' n'est qu'un mot », Pierre Bourdieu. Entretien avec Anne-Marie Métaillé, paru dans *Les Jeunes et le premier emploi*, Paris, Associations des Ages, 1978, pp. 520-530. Repris in *Question de sociologie*, Editions de Minuit, 1984, Ed. 1992, pp. 143-154.

² François Dubet, *Trois jeunesse. La révolte, la galère, l'émeute, le bord de l'eau*, 2018, p. 11.

de jeunes et à qui l'Etat propose des animations socioculturelles, succède une jeunesse confrontée à une crise économique, que l'avenir inquiète, et à laquelle l'Etat propose des politiques d'insertion, de prévention et de lutte contre la délinquance. Les figures qui incarnent la jeunesse dans les banlieues populaires changent, ainsi que leurs « manifestations » : à la contestation culturelle et politique des blousons noirs et des rockers qui refusent leurs destins d'ouvriers, succèdent les révoltes urbaines des Beurs. Par leur contestation, les premiers signifiaient leur refus du monde que leurs aînés leur léguaient, quand, par leurs révoltes, les seconds manifestent leur colère de n'être pas intégrés dans un monde auquel ils aspirent. Il s'agit au fond d'un même refus de l'injustice. Simplement la représentation de l'injustice s'est déplacée : elle résidait dans l'exploitation d'une classe par une autre ; elle se loge maintenant dans les discriminations que subissent les individus dès leur plus jeune âge, quelles qu'elles soient, qu'elles portent sur l'origine ethnique, géographique, le sexe etc. Ce déplacement est significatif d'une libéralisation culturelle de nos sociétés qui croient en l'autonomie des individus et les enjoignent à se produire comme sujet singulier. Une production à laquelle ces discriminations font justement obstacle. Cette libéralisation culturelle contribue à la limite (au sens mathématique) à la fragmentation de la jeunesse en autant d'individus qui la composent. Il s'agit donc d'être soi, dans toutes les dimensions de son existence. Dans un monde également libéralisé économiquement, les gagnants au jeu du marché y parviennent symboliquement plus facilement. Pour les perdants, être soi devient beaucoup plus compliqué. Ce sont d'eux, notamment, dont émanent les critiques de notre société, qu'ils soient immigrés de la 2^e ou de la 3^e génération ou « petits Blancs » déclassés ou ayant peur du déclassement. Les émeutes en sont une des traductions les plus violentes, suggère François Dubet. Mais il n'est pas interdit de penser que l'engagement des jeunes dans les projets qu'ils portent, aussi variés que les causes qu'ils défendent, constitue une voie de production de soi au moins aussi puissamment motrice que leur ressentiment.

Julien Rémy nous aide à mieux saisir ces jeunes des quartiers populaires, immigrés de la 2^e ou de la 3^e génération, que l'on enjoint de se produire en tant qu'individu singulier alors qu'ils ne sont pas a priori les mieux placés pour revendiquer le statut de vainqueur au jeu du marché (même si certains s'en sortent très bien). Il le fait « depuis Ouagadougou », où il habite depuis six ans, après avoir vécu dix ans dans une cité de la banlieue sud de Paris. De la comparaison qu'il opère entre les jeunes des banlieues populaires ouagalaises et celles des cités franciliennes qu'il connaît bien, il ressort qu'être jeune n'est pas un vecteur de singularisation aussi puissant ici que là-bas. Etre jeune est socialement signifiant là-bas en raison des relations particulières qui existent entre les « cadets » et les « aînés ». Les premiers doivent le respect aux seconds qui leur doivent leur soutien et un environnement social sinon apaisé du moins déminé (ils assurent la régulation des conflits). Les jeunes, dans ces quartiers ouagalais, existent en tant qu'ils sont jeunes du fait de cette relation. Ils jouent leur partition, celles des jeunes. En France, cette relation entre les jeunes et les aînés est bien moins prononcée. En tout cas, ce n'est pas par elle que les jeunes se manifestent comme jeunes. Pour autant, on comprend qu'ils disposent d'un espace de singularisation dont ne bénéficient pas les jeunes Burkinabés en raison d'une frontière, plus marquée qu'elle ne l'est au Burkina, entre

l'espace public et l'espace privé. Là-bas, la vie privée de chacun n'a que peu de secrets. Ici, sans que ces espaces soient complètement étanches pour autant, on comprend que l'espace privé est, relativement, moins publicisé. Dès lors l'espace public devient plus facilement un espace dans lequel les jeunes peuvent se singulariser et même s'inventer, le soir notamment (l'espace public étant davantage occupé par les mères le matin). Mais comment se singulariser dans cet espace public restreint quand on ne fait visiblement pas partie des gagnants au jeu du marché ? Certains, on le sait, empruntent la voie de l'engagement. La marche des Beurs, et les mouvements qu'elle a initiés, et tous les combats menés par cette jeunesse contre les discriminations subies n'en sont-ils pas l'expression ? Néanmoins, manifestement, l'élan n'est plus le même que dans les années 80. « On a donné en termes d'engagement, semblent se dire ces jeunes issus de l'immigration post coloniale, comme nos parents ont donné à ce pays leur vie entière. Pour quels résultats ? Pour s'entendre dire qu'on profite du système, qu'on reçoit plus qu'on a donné quand nos parents ont donné plus à ce pays qu'il ne leur a rendu... ». Prise dans une « crise du don » dans un état d'endettement mutuel négatif³ où chacun pense avoir davantage donné qu'il n'a reçu, cette jeunesse voit son horizon très obstrué, comparativement à la jeunesse ouagalaise. Pour certains, la reconquête de la production de soi s'est opérée sur le terrain religieux.

Quand les jeunes s'engagent

Olivier Bobineau retrace la sociogenèse de ces jeunes musulmans qui ont choisi la voie de la radicalisation, définie comme « processus social par lequel un individu met une valeur, une norme, un principe comme premier, source, fondement et racine de toute identité, individuelle et collective et à l'exception de toutes les autres ». Elle commence dans les années 80 avec une promesse déçue, celle de leur intégration dans la République, qu'ils espéraient pourtant ; elle se poursuit dans les années 90 par une quête de sens satisfaite dans la religion ; et se termine par sa rencontre dans les années 2000 avec une offre de sens produite par un « islam intransigeantiste » qui leur promet ce qu'ils n'espéraient plus : la possibilité d'être estimés, traités équitablement et de gagner leur salut, ici-bas et au-delà, par une application littérale des textes sacrés. Ces jeunes musulmans, qui proviennent de tous les milieux sociaux, trouvent dans cette radicalisation non violente un espace de singularisation, de production de soi, en même temps qu'une identité collective qui leur faisait défaut. Mais au fond, par la promesse qui leur est faite de recevoir ce qu'ils sont prêts à donner, rien de moins que leur vie⁴, n'est-ce pas leur dignité qu'ils pensent retrouver dans cet engagement ?

Cette forme de radicalisation, qui consiste à placer la conduite de son existence sous le signe d'un principe premier, n'est pas propre à ces jeunes musulmans, comme le souligne Olivier Bobineau. On la retrouve dans d'autres engagements. C'est au fond ce qui anime ces jeunes qui « semblent entrer, écrit Jocelyne Porcher, dans la

³ Jacques T. Godbout, *Le Don, la Dette et l'Identité*, La Découverte, 2000.

⁴ Pour Olivier Bobineau, cette radicalisation non violente, largement ignorée par les pouvoirs publics, constitue l'antichambre de la radicalisation violente. Sur cette dernière, on lira utilement : Laurent Bonelli, Fabien Carrié, *La Fabrique de la radicalité, une sociologie des jeunes djihadistes français*, Seuil, 2018.

'cause animale' comme on entre en religion » et finissent par devenir vegans au terme d'une « carrière » militante plus ou moins rapide, marqués par certains passages rituels comme le visionnage et parfois même la production de vidéos diffusées sur la toile, qui dénoncent les violences que subissent les animaux « produits » de manière industrielle. A ces pratiques peuvent s'ajouter des croyances, comme celle dans la capacité de l'agriculture cellulaire de produire de la viande sans animaux. Cette communauté vegan⁵ a même ses prophètes, des théoriciens de la cause animale, régulièrement cités. A cet engagement militant pour la cause animale, mais sans les animaux, Jocelyne Porcher leur préfère celui des jeunes éleveurs qui s'engagent avec les animaux. Eux s'engagent par et dans leur travail⁶. Ce qu'elle regrette chez les premiers, au fond, c'est qu'ils demeurent dans la simple contestation d'une violence sans réaliser qu'elle prend sa source dans un rapport purement instrumental avec les animaux, qui échappe à leur critique. Ce qu'elle dit des seconds, au fond, c'est que leur contestation de la production industrielle des animaux est bien plus radicale, au sens où leur pratique de l'élevage s'attaque à la racine de la violence de la production animale. Ces éleveurs nouent dans leur ferme, avec leurs animaux des relations qui ne sont pas uniquement utilitaires, instrumentales. Se partagent de l'attention, des regards, des émotions. Ils sont en ce sens porteurs d'une autre civilisation, dans laquelle les hommes et les femmes s'humaniseraient en quelque sorte dans leurs relations avec les animaux.

Avec Armelle Weil, il est question d'un autre engagement, parfois non moins radical que les précédents : le féminisme. Le mouvement initié par #MeToo a redonné au féminisme un élan planétaire qu'il n'avait pas connu depuis les années 70. Mais le numérique a-t-il fait entrer cet engagement dans une nouvelle ère ? Pas sûr. Ce qui change, c'est notamment la manière d'entrer dans le féminisme. On y entre dorénavant de deux façons : hors ligne et de manière collective pour les sujets publics (comme la représentation politique, le salaire, etc.) ; « en ligne » et de manière individuelle pour les sujets privés (comme la sexualité, les relations amicales ou amoureuses, les violences sexistes, etc.). Par la suite, l'engagement lui-même procède d'un va-et-vient permanent entre ces deux modalités d'expression. Ce sont là deux espaces d'invention de soi, l'espace virtuel étant en la matière bien moins contraint que le réel. Pour autant, c'est l'engagement réel qui contribue davantage à la construction de leur identité de militant. Finalement, si les féministes n'hésitent pas à exploiter la puissance mobilisatrice de ce nouvel outil qu'est le numérique, il reste qu'elles « perpétuent [plus qu'elles ne renouvellent, ndlr] une *praxis* radicale, critique et collective » et ont « les mêmes visées que leurs prédécesseuses ».

⁵ Le véganisme ainsi décrit a bien l'allure d'une religion telle que la définit Durkheim dans les formes élémentaires de la vie religieuse. On a bien une forme de sacralisation des animaux, quasi intouchables, autour desquels s'organisent des rites et des croyances, constitutifs d'une communauté.

⁶ Anne Goulet de Rugy aborde plus loin cette question du travail comme vecteur d'engagement.

Deux jeunes militants Sgen et Fep-CFDT

On peut penser qu'il en est de même de l'engagement syndical. L'outil numérique n'a bouleversé ni les modalités, ni le sens de l'action syndicale, au point qu'il n'en n'a pas été spontanément question dans les deux entretiens que nous avons menés auprès d'une militante du Sgen-CFDT et d'un militant la Fep-CFDT. Il semble donc que l'outil numérique ne tire pas sa puissance mobilisatrice que de lui-même, mais aussi, notamment, des engagements bien concrets et plus ou moins massifs de ceux qui s'en servent... Mais qu'en est-il au juste de l'engagement syndical des jeunes aujourd'hui ? Nos seuls deux entretiens ne sauraient répondre à cette question ! Nous savons néanmoins qu'il ne se porte, pour le moins, pas beaucoup mieux que l'engagement syndical du reste de la population⁷. Mais contrairement aux idées reçues, ce serait moins en raison d'un effet de génération (qui traduirait l'idée que les jeunes s'engagent globalement moins que leurs aînés), que d'un effet d'âge⁸ : les premières années sur le marché du travail ne seraient pas propices à l'engagement syndical des jeunes, du fait de l'engagement qu'elles réclament dans l'activité professionnelle et de l'énergie qu'ils sont prêts à y consacrer, en vue, pour un nombre croissant d'entre eux, de sortir de la précarité qu'ils subissent – stages, CDD, intérim etc... D'autant que se sont développés des espaces plus ou moins institutionnalisés de prise en charge de cette jeunesse précaire (mouvements de jeunesse, dispositifs d'insertion, etc.) qui « concurrencent » les organisations syndicales⁹. Cet effet d'âge pourrait ne pas moins jouer pour les enseignants quand on connaît la somme de travail que réclame l'entrée dans la carrière. Que pouvons-nous retenir de ces deux entretiens ? D'abord, ces militants ont d'autres engagements que leurs engagements syndicaux. Par ailleurs, ces derniers portent sur des enjeux sociétaux, liés notamment aux discriminations qui, on l'a vu avec François Dubet, constituent des obstacles à l'invention de soi dans une société individualiste qui nous enjoint à nous singulariser. Pour l'un comme pour l'autre, la lutte contre les discriminations a remplacé la lutte contre l'exploitation qui faisait sens pour leurs aînés. Pour les deux, encore, leurs engagements syndicaux se nourrissent de leurs engagements sociétaux, et réciproquement sans doute. L'engagement syndical est d'ailleurs chronologiquement secondaire : c'est leurs engagements contre les discriminations qui les ont conduits au syndicalisme. Ils ont retrouvé dans les syndicats qu'ils ont ralliés la même volonté de lutter contre les discriminations qui les indignent. Enfin, dernier point remarquable : leur engagement ne prend pas racine dans une culture familiale syndicale. L'élément décisif dans leur trajectoire semble être la rencontre personnelle qu'ils ont pu faire dans leurs établissements avec des collègues engagés syndicalement.

⁷ « La CGT et le CFDT estiment que les moins de 25 ans représentent moins de 2 % de leurs adhérents [alors que les jeunes actifs de 15-24 ans représentent plus de 9 % de l'ensemble des actifs, ndlr], les moins de 30 ans, 5 ou 6 % et les moins de 35, environ 10 %. ». Sophie Beroud, Camille Peugny, Marcus Kahmann et Karel Yon, « La difficile prise en charge par les syndicats français de la cause des "jeunes travailleurs", in La Revue de l'IRE, 1019/3 n°99, p. 92.

⁸ Sophie Bérout, Fanny Chartier, Camille Peugny, Marcus Kahmann, Karel Yon, *Jeunes et mouvement syndical : trajectoires d'engagements et stratégies organisationnelles*, IRES, 2018.

⁹ Sophie Beroud, Camille Peugny, Marcus Kahmann et Karel Yon, *Ibid.*, p. 112.

Valérie Becquet nous permet une montée en généralité au sujet de l'engagement des jeunes que nos coups de sonde dans le radicalisme musulman, la cause animale, le féminisme et le syndicalisme ne nous autorisent pas. Ses recherches confirment ce que nous n'avions qu'entreaperçu : dans une société qui enjoint chaque individu à se produire lui-même, se pose à chacun avec acuité la question du sens de son existence ; les jeunes peuvent y répondre par leur engagement, en l'ancrant dans leur quotidien. Par ailleurs, les espaces d'engagement qu'ils investissent semblent étroitement dépendants de leurs parcours individuels : « alors que la participation institutionnelle a tendance à aller de pair avec des expériences positives d'éducation, écrit-elle, les expériences négatives avec des institutions comme l'école rendent plus probable une implication dans des environnements informels. » La pluralité des espaces et des formes de l'engagement des jeunes fait donc écho à la pluralité de la jeunesse elle-même¹⁰. Enfin, Valérie Becquet termine son article sur un point qui nous avait totalement échappé : la question de l'engagement des jeunes ne se pose pas qu'aux jeunes ; elle se pose également aux adultes qui les enjoignent à s'engager tout en craignant, voire en freinant, leur engagement.

S'engager : se lier en se donnant ; se donner en se liant.

Mais qu'est-ce qu'au fond que s'engager ? On pourrait schématiquement distinguer deux types de théorie. Il y a d'un côté, celles, très axiomatisées, qui considèrent qu'au fond, c'est l'intérêt qui constitue le moteur de l'engagement, qu'il soit individuel ou collectif, matériel ou symbolique, conscient ou inconscient. On s'engage parce qu'on a des intérêts à défendre. Quoi de plus évident a priori ? Qui s'engagerait contre ses intérêts ? De l'autre, celles qui considèrent que l'engagement relève d'autres motivations que le seul intérêt, qu'il s'agisse de valeurs, de dispositions socialement construites, de passions, d'émotions, de plaisir même. Les premières l'admettent parfois, mais rabattent au fond ces motivations sur l'intérêt bien compris : les femmes ont bien sûr intérêt à défendre la cause des femmes, les écologistes, la cause environnementale, les salariés, les droits des salariés, etc. Au point d'ailleurs qu'on peut même considérer que l'altruisme ne soit au fond qu'égoïsme, puisqu'on a intérêt à l'engagement altruiste du fait du seul plaisir ou des gratifications symboliques, même non recherchées, que l'on en tire. Ceux qu'on positionne davantage dans le second camp peuvent soutenir plus volontiers la multiplicité des motivations de l'engagement et leur irréductibilité à l'une d'entre elles. C'est plutôt cette manière de voir l'engagement que défend Sylvain Dzimira. Il le fait dans le cadre du paradigme du don, entendu comme triple obligation de donner, recevoir et rendre, qui interroge l'hypothèse selon laquelle les affaires humaines sont d'abord des affaires d'intérêts. Pour Marcel Mauss¹¹, sur lequel il s'appuie, les affaires humaines sont d'abord des affaires de dons au sens où c'est en se donnant des gages de confiance que les personnes et les groupes s'allient et que peut alors, mais alors seulement, commencer une aventure collective qui pourra être l'occasion de défendre collectivement des intérêts, individuels et/ou collectifs. De ce point de vue,

¹⁰ A ce sujet, on lira utilement l'ouvrage coordonné par Valérie Becquet : *Jeunesses engagées*, Germe, 2014.

¹¹ Marcel Mauss est le fondateur de l'école française d'ethnologie. Neveu d'Emile Durkheim, fondateur de la sociologie, il est connu pour son *Essai sur le don*, publié en 1924-25.

s'engager, c'est au fond s'engager doublement : c'est s'engager à s'engager, c'est donner sa parole que l'on donnera de son temps, de son énergie. Et c'est tenir cette promesse, qui consiste au fond à donner de soi. Mais s'engager, c'est aussi engager doublement. C'est d'abord initier une action, créer, faire advenir dans le monde ce qui n'y apparaissait pas. Mais par cette action engagée, on engage encore ceux avec qui l'on s'engage, car ce temps qu'on a donné et qu'ils ont reçu, même s'ils n'en sont pas les destinataires directs, ils le doivent à leur tour, à tous ceux qui se sont engagés avec eux. Et c'est ainsi que se forme le collectif engagé : par et dans l'engagement de chacun, par les dons en tous genres qui lient ceux qui s'engagent. Dans notre société hypermoderne qui enjoint les individus à se produire eux-mêmes, ces engagements, ces dons, sont, suggère Sylvain Dzimira, de plus en plus libres en même temps qu'obligés ; et de plus en plus égotistes, manifestant un intérêt pour soi, en même temps que désintéressés, manifestant un intérêt pour autrui.

Quand nous avons choisi ce thème de l'engagement des jeunes, sans doute exprimions-nous l'injonction qui leur est faite de s'engager que pointe Valérie Becquet. Que voulions-nous leur dire au fond, sinon « Engagez-vous ! » et même « Syndiquez-vous !¹² ». Une injonction dont nous devons nous demander, en effet, si elle ne se double pas paradoxalement d'une crainte sourde de leur engagement. Sans doute aussi espérons-nous trouver dans une meilleure compréhension de leurs engagements des pistes de réflexion pour faciliter leur investissement dans le syndicalisme, et en particulier dans le syndicalisme enseignant, dont nous voyons bien qu'il ne constitue pas un espace d'engagement privilégié¹³. Au terme de ce numéro, nous devons avouer que nous demeurons bien démunis. Tout au plus se permettra-t-on de poser quelques questions. 1) Ne devons-nous pas moins douter de la capacité des jeunes à s'engager, car les jeunes s'engagent, que de la capacité de nos organisations à les associer à nos engagements ? 2) Bien qu'il faille les réinventer, ne devons-nous pas moins nous interroger sur nos formes d'actions syndicales, et davantage sur notre capacité à produire du sens pour des jeunes en quête de sens et soucieux d'ancrer leur engagement dans leur quotidien ? 3) Bien qu'il faille assurément répondre à des demandes de plus en plus individuelles par une offre de services appropriée, et donc individualisée, ne faut-il pas aussi répondre à cette aspiration à se produire soi également typique de nos sociétés individualistes, en concevant nos collectifs engagés comme des espaces de réalisation et d'accomplissement personnels ? 4) Bien qu'il faille assurément développer les capacités stratégiques de nos militants dans leurs relations avec les directions et les institutions, ne serait-il pas temps de voir combien les engagements concrets des uns suscitent les engagements des autres ? Que cette spirale de l'engagement tant recherchée avec les jeunes nous interroge dans notre capacité autant à leur donner ce qu'ils attendent – des espaces de production de soi – qu'à recevoir ce qu'ils sont prêts à nous donner en retour ?

¹² Sans doute avons-nous en tête aussi l'ouvrage du secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger (avec Claude Sérillon), *Syndiquez-vous !*, Cherche Midi, 2019.

¹³ C'est notamment le cas pour les jeunes des milieux populaires et les jeunes urbains chez qui on observe l'émergence d'une culture politique « alteractiviste » qui prend ses distances avec les organisations politiques ou syndicales jugées bureaucratiques. Pleyers G., Capitaine B. « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *Agora débats/jeunesse*, n°73, 2016.

Hors thème

Enfin, ce numéro se termine, comme se termineront les suivants, par un article hors-thème et l'extrait d'une publication antérieure de l'Irea. Anne Goulet de Rugy déplace notre regard de l'engagement militant à l'engagement dans le travail. Elle s'intéresse à ces jeunes professionnels qui se sont donnés à l'excès dans leur travail, à ce point qu'ils en sont venus à sacrifier leur vie personnelle, à s'interroger sur le sens de leur existence, et à se réorienter professionnellement, quitte à renoncer à une partie de leur rémunération antérieure, et à s'orienter vers une forme de militantisme existentiel. Ne pourrait-on pas en tirer un enseignement ? Si s'engager, c'est se donner, il faut savoir se donner sans se sacrifier, sous peine de se brûler les ailes.

Trois jeunesses¹

Par François Dubet

Les manières d'être jeune se transforment au cours des contextes culturels et sociaux qui se succèdent. Ainsi, au-delà des inégalités sociales qui fracturent la jeunesse comme toute la société, chaque génération a quelque chose de commun, une expérience propre. Dans ce texte, nous évoquerons la jeunesse des années soixante, celles de la croissance, de la confiance dans l'avenir, et de la contestation. Nous évoquerons ensuite celle des enfants de cette génération, la jeunesse qui affronte ce qu'on appelle la crise. Enfin, le texte abordera l'expérience juvénile des enfants de la génération de la crise, la jeunesse dominées par le goût de l'autonomie, la compétition scolaire et l'angoisse de ne pas avoir de place.

Une génération

Ce n'est pas seulement par un effet de la nostalgie, bien que l'on ne maîtrise guère un sentiment si doux, que je crois que la jeunesse des années soixante a bien été une génération partageant une sensibilité et une expérience. Les enfants du baby-boom grandissent dans une société industrielle mobilisée par la production et la reconstruction, une société austère et encore traditionnelle pour ce qui est de l'éducation, de la morale familiale, de la sexualité... C'est aussi une société rigide dans laquelle les destins sociaux semblent fortement intériorisés par les filles et les garçons qui se préparent à tenir les rôles qui les attendent. L'égalité des chances n'appartient pas au vocabulaire des années cinquante et si l'on vivra mieux demain, c'est grâce à la croissance, aux fruits du travail collectif, à la foi dans le progrès scientifique et technique et dans les luttes sociales. Ce monde semble d'autant plus fermé que la France est alors empêtrée dans la guerre d'Algérie et dans un sentiment d'impuissance politique.

Ceux qui ont eu vingt ans au milieu des années soixante forment une génération au-delà des inégalités et des clivages sociaux parce que la culture sociale la plus ordinaire se transforme en même temps qu'ils grandissent. À partir des années soixante, la consommation commence à tirer la croissance. On travaille beaucoup, mais on consomme plus, plus d'appareils électroménagers qui « libèrent la femme », plus de vacances, plus de loisirs, plus d'image, plus de musiques. Et ceux qui ne consomment pas encore pensent qu'ils consumeront plus demain et qu'ils ont le droit d'y prétendre. Les jeunes sont une des cibles privilégiées de ces marchés qui leur offrent des biens spécifiques : des vêtements, des loisirs et surtout, des musiques, des chansons, des idoles et des stars qui n'appartiennent qu'à eux. Les « yéyé » sont constitués par les industries culturelles, mais ils ont un embryon de conscience d'eux-mêmes et de tout ce qui les sépare des adultes devenus « vieux », « croulants », « dépassés ». De leur côté, les jeunes « blousons noirs » résistent à l'entrée à l'usine et dans la vie adulte qui les attendent. Comme la jeunesse se prolonge mécaniquement avec l'allongement de la scolarité, comme le marché du travail est très favorable aux jeunes, cette génération est, à la fois, différente et optimiste. Bref, elle se sent moderne dans un monde vieux.

L'explosion de Mai 68 procède de la rencontre de cette culture valorisant l'autonomie et la liberté, avec une structure sociale et des institutions appartenant encore au « vieux monde ».

¹ Ce texte est extrait de F. Dubet, *Trois jeunesses. La révolte, la galère, l'émeute*, Lormont, Éditions du Bord de l'Eau, 2018, p 119-131. Je remercie Jean-Luc Veyssy et les Éditions du Bord de l'Eau de m'avoir permis de reprendre ces pages (F.D.).

« Cours camarade, le vieux monde est derrière toi ! » Dans le langage marxiste de l'époque, Mai 68 était le produit de la contradiction entre les « superstructures idéologiques » et les « rapports de production ». Ce vocabulaire n'est plus le nôtre, mais la haine de Mai 68, mobilisée aujourd'hui par les droites populistes et par de nombreux intellectuels proches de l'extrême gauche qui y voient les prémises d'une décadence morale, est étrange et inquiétante. Étrange, parce que nous vivons désormais dans un monde qui valorise l'autonomie et la liberté des individus et on voit mal comment nous pourrions revenir au « bon temps d'avant ». Inquiétante, parce que ces appels à l'ordre moral visent généralement « les autres » : les minorités sexuelles, les enfants des autres, les pauvres, les « assistés », les jeunes et le désordre médiatique dont bénéficient largement ceux qui dénoncent Mai 68 et tout ce qui en vient. Il y a dans cette haine de Mai 68 quelque chose qui ressemble au long regret de l'Ancien Régime qui a couru tout au cours de la Troisième République. Faut-il aussi rappeler que les mutations culturelles issues de Mai 68 se sont déployées dans la plupart des sociétés, y compris dans celles qui n'ont rien connu de semblable au mouvement de Mai.

Il est vrai que Mai 68 a ouvert une crise de l'autorité. Ne pouvant plus être fondée sur le charisme religieux et sur la tradition, l'autorité n'a désormais d'autre ressource que d'être « rationnelle légale », reposant sur le droit et sur un accord démocratique entre des sujets tenus pour égaux et également libres, et que d'être efficace en mêlant les compétences à un charisme réduit au charme personnel. Dès lors l'exercice de l'autorité devient plus exigeant, plus difficile et plus « négociable ». Mais c'est là l'épreuve des sociétés et des mœurs démocratiques ; il serait plus raisonnable de l'accepter plutôt que de déplorer sans cesse le déclin des anciennes figures de l'autorité, toujours nécessaires pour les autres mais indignes de soi quand on doit s'y soumettre.

La galère, la crise et le temps perdu

Les décennies qui suivent les années soixante prolongent et installent les mutations culturelles amorcées dans la période de croissance. De ce point de vue, la jeunesse se « banalise » et ne peut plus être définie comme une génération moderne opposée au monde ancien. La jeunesse entre d'autant plus dans les mœurs que les parents ont eux-mêmes été « jeunes » et pensent que leurs enfants devront bénéficier de la liberté qu'ils ont réclamée. Les cultures jeunes se multiplient et se diffractent, le temps de la jeunesse s'allonge au fur et à mesure que les élèves entrent au lycée, puis à l'université avec une accélération brutale dès le milieu des années quatre-vingt.

Mais alors que les années soixante étaient portées par la croissance et une grande confiance en l'avenir, la France entre dans une longue période vécue comme la crise de la société industrielle. Crise d'autant plus paradoxale que la gauche accède au pouvoir en s'appuyant sur les valeurs et les mouvements issus de la société industrielle triomphante².

La jeunesse est alors confrontée à un changement de conjoncture économique, mais aussi à une mutation plus profonde. C'est sans doute dans les banlieues que la rupture est la plus spectaculaire. Les jeunes « blousons noirs » sont remplacés par des jeunes immigrés. Alors que les « blousons noirs » et les rockers résistaient au destin d'ouvrier qui leur était promis, les Beurs n'ont pas de place réservée et se sentent d'abord exclus et discriminés. Dès 1981 s'amorce un cycle des révoltes urbaines qui n'est pas près de s'éteindre. Alors que la

² Il faudra la rupture de 1984 et le remplacement de Pierre Mauroy par Laurent Fabius pour que, sans jamais le dire, la crise soit tenue pour autre chose qu'un mauvais moment à passer.

Marche pour l'égalité et contre le racisme réclame un droit à l'intégration et à l'égalité, le mouvement s'éteindra brutalement, emporté par la vague identitaire dans laquelle nous sommes toujours. Quoi qu'il en soit, après la Marche, la lutte contre les inégalités et les injustices sort du cadre symbolique et politique de la lutte des classes pendant qu'une partie de la classe ouvrière, de plus en plus menacée, se laisse séduire par les thèses du Front national qui substitue la défense de la nation et de l'identité au conflit contre les capitalistes. On sait que ce ne sera pas un feu de paille au-delà des aléas de la vie politique. Les politiques de la jeunesse changent alors de nature. Aux mouvements de jeunesse et à l'animation socio-culturelle se substituent les politiques et les dispositifs d'insertion, et de plus en plus souvent, les politiques de sécurité et de prévention de la délinquance.

Les jeunes scolarisés n'échappent pas à la crise bien qu'elle prenne une forme différente de celle des banlieues. En s'ouvrant à plus d'élèves, l'école opère, sans le vouloir, une mutation du mode de production des inégalités. Plus l'école accueille de nombreux élèves, plus elle fait le « tri » qui ne se fait plus amont. Dès lors le rapport des élèves et des étudiants à leurs études change insensiblement entre la recherche d'efficacité et d'utilité et la menace de n'être jamais à la hauteur. Cette inflexion est d'autant plus sensible que l'adéquation des diplômes aux emplois espérés se délite doucement et que le temps de l'insertion s'allonge. Mais, plutôt que de mettre en cause ce système, les mouvements de lycéens et d'étudiants le défendent afin de se protéger, de manière illusoire souvent, contre les risques de déclassement, de chômage et de précarité.

Tant du côté du parti socialiste, à l'exception notable de Michel Rocard accusé cependant d'être « social libéral », que du côté d'une droite dominée par Jacques Chirac, domine la pensée en termes de crise, dont le terme est toujours annoncé pour demain. De ce point de vue, les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix peuvent apparaître comme du « temps perdu ». La situation des quartiers populaires s'est continûment dégradée, on a pensé que l'école et l'enseignement supérieur pouvaient se massifier sans changer de nature et sans mettre en cause le mode de recrutement et de formation des élites et celui des ouvriers et des employés. Les cités de banlieue sont devenues des quartiers d'exil logeant de plus en plus souvent des migrants tout en refusant de reconnaître la légitimité de ce qui les unit et leur donne un peu de dignité : leur culture et leur croyance. Tout ceci au nom d'une laïcité imaginée plus que réelle conduisant à priver des citoyens d'une voix soupçonnée de n'être jamais convenable et faisant semblant d'ignorer que cette parole serait revendiquée, parfois avec une haine et un ressentiment équivalents à la haine et à l'hostilité de ceux qui voient chez des immigrés, qui n'en sont plus pour la plupart, la cause de tous nos maux.

La double contrainte de l'individualisme : le succès ou l'émeute.

Soit nous continuons à déplier le récit de la crise en considérant implicitement que la société des années soixante constitue la norme de la société bonne et désirable, soit nous essayons de comprendre comment notre vie sociale « fonctionne » aujourd'hui, ce qui ne dispense nullement d'en critiquer les injustices. Critique d'autant plus nécessaire que les acteurs sociaux ont eux-mêmes un rapport critique, voire extrêmement critique, à la société.

Désormais, nous vivons dans des sociétés individualistes où l'analyse de l'expérience sociale des jeunes invite à mettre en évidence un double mécanisme associé à la double dimension du libéralisme. Bien que nous soyons dans un pays où le mot libéral est souvent considéré comme une insulte, il faut rappeler que la tradition libérale a une forte dimension éthique. Depuis les Lumières, elle affirme que les individus doivent bénéficier de la plus grande autonomie, doivent pouvoir choisir leur mode de vie et, dans une certaine mesure,

leurs valeurs. Les gens de gauche considèrent généralement que la liberté de choisir sa sexualité, ses croyances, ses goûts, est un progrès de l'individualisme, et ils pensent que l'éducation doit contribuer à cette autonomie. Cependant, le mot libéral relève aussi d'une philosophie économique postulant que le marché est le meilleur des systèmes de régulation des relations entre les hommes et les biens et entre les hommes, et que rien ne doit l'entraver. Alors que la gauche est hostile à ce libéralisme-là, toute une partie de la droite y est plutôt favorable tout en dénonçant le libéralisme éthique, facteur de désordre et de contestation puisque l'agent économique devrait être rationnel et maîtrisé.

La socialisation des jeunes se développe dans les tensions de ces deux conceptions de l'individu. D'un côté, les jeunes sont tenus de découvrir et de former leur personnalité au croisement de la famille, largement « démocratique », de l'école, des groupes de pairs et, de plus en plus, du monde des écrans et des technologies de la communication. Tous ces processus sont socialement déterminés, mais il reste que le sujet est mis en demeure de se produire lui-même, d'être le centre de son monde comme c'est le cas dans la « culture de la chambre » des adolescents. D'un autre côté, cette logique de subjectivation heurte frontalement la nécessité d'acquérir une place dans la société au terme de multiples épreuves et compétitions scolaires et professionnelles. Pour reprendre le mot de Foucault, le « gouvernement » des individus passe moins par les normes sociales que par l'efficacité et l'utilité qui sanctionnent l'inadéquation des conduites. « Travaille à l'école et sois bien dans ta peau ! » Les jeunes savent qu'ils échangent leur autonomie personnelle contre leurs bons résultats scolaires et professionnels.

La tension entre les deux versants de l'individualisme libéral se manifeste dans une mutation profonde des conceptions de la justice sociale. Plus nous sommes autonomes et plus nous sommes engagés dans de multiples compétitions, plus l'égalité des chances méritocratique devient notre horizon de justice. Une compétition juste entre des individus égaux doit produire des inégalités incontestables, un peu comme sur une compétition sportive. Dès lors, l'injustice est moins dans l'exploitation, la part de travail non rétribuée, que dans les discriminations qui pervertissent l'équité des compétitions sociales. De ce point de vue, en vingt ans, la France a changé de régime de justice sociale et le thème, naguère mineur, des discriminations est devenu central. Selon ce principe, les victimes des injustices sont moins les exploités que les femmes, les minorités, toutes celles et tous ceux qui, à un titre ou un autre, sont discriminés. Le basculement vers l'égalité des chances transforme aussi la perception des inégalités. De manière étonnante, alors que les inégalités sociales se creusent, elles sont de moins en moins perçues en termes de classes sociales, sinon pour opposer les hyper riches à tous les autres, le peuple aux « gros ». Il se crée un régime d'inégalités multiples dans lequel toutes les dimensions de la vie sociale et tous les attributs des individus sont tenus pour des facteurs d'inégalités potentiels. Ainsi mesure-t-on les inégalités selon plusieurs échelles : les revenus, les patrimoines, les territoires, la santé, l'éducation, la culture, les loisirs... En même temps, chacun de nous peut être plus ou moins inégal aux autres en fonctions de telle ou telle de ses caractéristiques : ses origines, son travail, son sexe, les qualités physiques ou ses handicaps... Nous sommes toujours égal ou inégal selon tel ou tel critère et il n'est pas rare que l'on ait toujours un bon motif de se plaindre puisque la comparaison aux plus proches permet de fonder notre propre valeur.

L'articulation des deux figures de l'individualisme se déploie au long de la vie juvénile. Les uns réussissent la double épreuve. D'autres en réussissent une et échouent dans l'autre. Pour d'autres encore, les valeurs et la subjectivité morale semblent déconnectées des pratiques compétitives ; on critique un système auquel on participe avec enthousiasme. Le

monde libéral est un monde d'épreuves et donc un monde de vainqueurs et de vaincus, un monde tendu entre les « premiers de cordée » et les « assistés ». La jeunesse se fractionne en fonction des manières dont elle triomphe ou échoue dans ces épreuves : faire des projets, se lier aux autres, être « authentique »...

Aujourd'hui, la critique de ce type de société vient du dehors plus que de l'intérieur, elle vient de ceux qui ne parviennent pas à construire une identité singulière suffisamment robuste et satisfaisante et qui n'ont pas de place ou de place stable dans la société. Ce sont évidemment certains jeunes des quartiers ségrégués qui essaient de survivre dans les trafics illégaux et de se « sauver » dans l'affirmation de leur foi. De ce double point de vue, ils apparaissent comme une menace et deviennent une menace quand ils passent à la violence. Ce sont aussi les petits blancs qui se sentent fragiles, méprisés, et qui adhèrent aux populismes de droite qui proposent de revenir à une société robuste en sortant de la mondialisation et de l'Europe, en défendant une nation blanche et homogène, et en construisant un État fort contre des élites cosmopolites et toujours « corrompues ».

Sauf à accepter de vivre dans un monde coupé en deux entre les protégés et les précaires, les qualifiés et les « inemployables », les villes dynamiques et les territoires abandonnés, entre les « vrais » Français et les autres, il va de soi que le double libéralisme ne suffit pas à faire société³. Comme ce fut le cas au début de l'ère industrielle, il nous faut donc « inventer » de nouvelles solidarités, redéfinir la nation afin qu'elle fasse une place aux nouveaux venus, refaire des institutions qui ne soient pas seulement des machines à trier et à réparer. Le double libéralisme ne serait vivable que si les individus pouvaient être reconnus et protégés, et si le marché pouvait être régulé sans être inefficace. C'est la vocation de ce qu'on appelle traditionnellement la gauche, mais dans l'état où elle est, intellectuellement et politiquement, cela risque prendre un peu de temps !

Y a t'il des politiques de la jeunesse ?

En attendant des jours meilleurs, on peut toujours se demander s'il existe une politique de la jeunesse en France où si nous prenons une accumulation de dispositifs et de mesures pour une politique. A ce propos, les comparaisons internationales ne sont pas inutiles. Par exemple, en comparant les systèmes universitaires de la Suède, de la Grande Bretagne et de la France, Nicolas Charles montre que la France n'a jamais choisi une politique de l'autonomie juvénile, une politique donnant aux jeunes le temps et la sécurité d'être jeunes⁴. Les scandinaves privilégient l'égalité par la gratuité des études, les possibilités de les reprendre en cours de vie professionnelle, et l'autonomie des étudiants en favorisant leur indépendance à l'égard de la famille, en protégeant les « petits boulots ». Le temps des études est tenu comme un temps de construction de soi au terme duquel on entre dans la vie professionnelle sans que le diplôme joue un rôle aussi décisif qu'en France puisque les inégalités de salaire sont relativement faibles. Il s'agit d'une politique de la jeunesse libérale et social-démocrate dont il faut dire qu'elle est en train de faiblir avec les gouvernements conservateurs. Les Anglais choisissent beaucoup moins l'égalité dans une société où les distances de classes sont particulièrement fortes, le mérite est reconnu par des aides assez rares, mais qui font la différence puisqu'on les mérite, et l'autonomie est une valeur

³ Il faut rappeler que ces sociétés dualisées sont la règle dans la majorité des pays du monde, notamment en Amérique Latine et aux Etats-Unis, et que le scénario du pire n'est pas forcément le plus improbable.

⁴ N. Charles, *Enseignement supérieur et justice sociale. Sociologie des expériences étudiantes en Europe*, Paris, La Documentation française, Septembre 2015.

essentielle, libéralisme oblige. Aussi, les étudiants anglais choisissent ce qui leur plait, ont d'autant plus confiance en eux que les employeurs font confiance aux qualités des étudiants plus qu'à leurs diplômes. La France ne choisit pas l'autonomie puisque les étudiants dépendent d'abord de leur famille indirectement subventionnée par des mesures fiscales. La France accentue le mérite par le jeu des concours et des grandes écoles pendant que l'égalité est simplement une égalité d'accès, un droit d'inscription. Les étudiants français sont les plus pessimistes et les moins confiants en eux de tous les jeunes Européens ; en dépit des principes et de la gratuité des études supérieures, les inégalités scolaires sont aussi fortes en France qu'en Grande Bretagne.

Au nom du mérite et de l'égalité, les politiques françaises de la jeunesse n'ont pas choisi le développement de l'autonomie des jeunes. Ils sont autonomes s'ils sont assez fortunés ou s'ils ont choisi d'emblée la bonne filière et la bonne formation. Les autres sont mal orientés, perdent leur temps, dépendent de leur famille, s'épuisent dans une insertion qui n'en finit pas et dans des « petits boulots » non reconnus. Alors que le libéralisme éthique invite à favoriser tout ce qui accroît la liberté et la responsabilité des individus, les politiques françaises de la jeunesse ne parviennent pas à penser que le temps de la jeunesse est celui des expériences ratées autant que réussies, celui des essais dans les études comme au travail. Dans un pays ne parvenant pas à se penser comme une société libérale, les politiques de la jeunesse visent moins l'autonomie des individus qu'elle ne rêve de l'adéquation enfin retrouvée des diplômes et des emplois comme si, au nom de l'égalité, le mode de production des élites devait être la norme commune, et comme si chacun avait le devoir de vouloir y accéder.

Une banlieue parisienne vue depuis Ouagadougou

Par Julien Rémy

Il y a maintenant plus de 10 ans, j'ai soutenu une thèse de doctorat sur la place en France des jeunes issus de l'immigration postcoloniale, sur les enfants de ces immigrés africains venus en France entre les années 60 et 80. Il s'agissait de montrer qu'il y avait une « crise du don » entre la France et ces enfants ; que, sur le plan symbolique, chacune des parties estimait avoir plus « donné » que l'autre : les uns considèrent avoir fait l'effort d'accueillir, d'avoir facilité l'accès à un travail, à des services, à des prestations sociales diverses ; les autres pensent au contraire que leur présence sur le territoire français est la résultante du don que leurs parents ont fait à la France (à travers leur participation aux deux Guerres Mondiales, à travers l'effort de reconstruction après-guerre, etc.). Cette situation dans laquelle chacun s'estime le créancier symbolique de l'autre entraîne la société française dans une spirale du ressentiment, qui se traduit, d'un côté, par la montée des populismes de « droite » et du racisme, et, de l'autre, par une « haine » croissante vis-à-vis de la France.

Vivant et travaillant au Burkina Faso depuis janvier 2014, il m'est ici donné l'occasion de mettre en perspective cette thèse avec mon expérience africaine et, plus particulièrement, burkinabè. Il s'agit de s'interroger sur ce que les jeunes africains peuvent nous apprendre sur les enfants d'immigrés africains (et vice-versa), et donc, à cette fin, de confronter la situation des premiers avec celle des seconds. D'emblée, le questionnement paraît fécond, car il permet de sortir de l'ornière « ethniciste » à travers laquelle on aborde généralement ces questions. Sur les deux continents, il s'agit bien de jeunes aux origines socio-culturelles identiques. Pour autant, ceux qui connaissent les deux contextes observent bien des différences, et cela oblige à considérer insuffisantes les explications basées exclusivement sur l'ethnie et la culture.

Il est possible d'observer ces différences entre les situations françaises et burkinabè sous de nombreux angles de vue. J'en ai ici choisi trois. Le premier, c'est la relation entre les générations (le rapport entre les « aînés » et les « cadets »). Le deuxième angle est celui de l'opposition entre la sphère privée et la sphère publique. Et, enfin, le troisième est relatif à l'équilibre (ou au déséquilibre) entre le présent et le futur. Ce dernier point de vue fera d'ailleurs office de conclusion.

J'essaierai de voir ce qu'il en est de chacun de ces angles de vue, d'abord, du côté burkinabè, et, ensuite, du côté français. En termes de rédaction, je ferai ici le choix de la souplesse du récit à la première personne et du témoignage, plutôt que celui de la rigueur que nécessiterait l'écriture d'un article sociologique et scientifique. Ainsi, les faits sociaux qui seront évoqués dans ce texte n'ont pas été recueillis dans le cadre d'entretiens, mais sont issus de l'observation quotidienne et informelle de la jeunesse urbaine dans les quartiers où j'ai vécu : au Burkina Faso, dans les quartiers

de Ouidi, Pissi et Wemtenga ; en France, dans le quartier Jardin Parisien, à L'Haÿ-Les-Roses (Val-de-Marne).

La relation « aîné » / « cadet »

Le premier angle de comparaison entre les situations française et burkinabè est celui de la relation entre les « aînés » et les « cadets ». A Ouagadougou, que l'on soit dans la rue d'un quartier populaire, dans un lieu public, ou dans un cadre plus institutionnel, il existe un respect très fort vis-à-vis des personnes visiblement plus âgées que soi. J'ai pu moi-même en faire l'expérience à plusieurs reprises, car je suis régulièrement classé par les jeunes ouagalais dans la catégorie des « aînés ». A Wemtenga, mon quartier actuel, mon voisin d'en face, Issaka, un jeune carrossier d'une trentaine d'année, m'appelle d'ailleurs « Koro » (en dioula, le grand-frère). Un jour, je sors de chez moi en voiture, et je fais quelques mètres avant de me rendre compte que l'un de mes pneus était crevé. J'étais à peine descendu de mon véhicule quand Issaka se précipite avec un de ses employés pour changer le pneu. Au Burkina Faso, ce respect des cadets vis-à-vis de leurs aînés est une caractéristique sociale africaine que chacun se plaît à relever quand il en a l'occasion. « *Ici, c'est la Korocratie !* », indiquent certains aînés à ceux qui s'étonneraient de la déférence trop appuyée dont les cadets font preuve à leur égard. C'est une façon de dire « le pouvoir appartient aux aînés ». Ce qu'il faut ajouter, c'est que *ce pouvoir* (et le respect à l'instant évoqué) entraîne aussi *des devoirs*, notamment en termes de solidarité, mais aussi en termes de régulation des conflits. Ce deuxième aspect revêt d'ailleurs une plus forte importance. Un proverbe mossi¹ exprime bien cela : *kâsma ya tampouré*, ce qui pourrait se traduire par « le grand (i.e. l'aîné) est un tas d'ordure ». Ce proverbe signifie que lorsqu'un problème émerge dans la société, c'est sur l'aîné qu'on jette la faute, c'est lui qui en endosse toute la responsabilité. Ces considérations nous incitent à penser qu'il existe une sorte de pacte tacite entre les aînés et les cadets.

En France, ce pacte peut exister entre les enfants d'immigrés africains et leurs grands-frères (même ici pris au sens large de « grands-frères du quartier », plus fréquemment appelés « grands »). Il a cependant beaucoup moins de force lorsqu'on sort du quartier, ou lorsque la relation concerne un adulte non africain. Dans le quartier de la banlieue parisienne dans lequel j'ai résidé pendant 15 ans, le quartier Jardin Parisien, je n'ai pas souvent ressenti ce respect des jeunes adolescents vis-à-vis des adultes « blancs » de mon quartier. Bien au contraire. Un jour, par exemple, je me suis retrouvé dans une rue d'une largeur qui ne permettait pas à deux voitures de passer. Des jeunes « noirs » étaient en train de discuter avec le chauffeur d'un véhicule, qui, de ce fait, bloquait le passage. Dans les regards, il était assez perceptible que la moindre réprobation de ma part aurait provoqué insultes sinon violence de leur part. Une autre fois, je réprimandais ma fille dans la rue, car elle n'était pas rentrée à l'heure attendue. Un jeune africain en voiture s'arrête, et me demande s'il y a une « embrouille », manifestement dans l'optique de prendre la défense de celle qu'il considère comme sa « sœur » africaine (ma fille est métisse).

¹ Langue des mossis du Burkina Faso.

Je lui réponds : « c'est ma fille ». Et, sans un mot, il remonte sa vitre, et reprend sa route.

Ces quelques exemples vécus appellent bien sûr des nuances en termes d'analyse. La relation est à la fois une relation entre un « aîné » et un « cadet », mais aussi une relation entre un « blanc » et un « noir »². Nous sommes donc à l'intersection de relations sociales et des relations « raciales ». Mais force est de constater que, à Ouagadougou, le prisme « aîné » / « cadets » prend le dessus sur les considérations raciales, là où, en France, le prisme « racial » va finalement primer. Un autre élément à relever selon nous, est que, dans l'autre sens, les adultes en France ne considèrent pas toujours les « jeunes » comme leurs « cadets », comme leurs enfants, et, de ce fait, n'entrent pas systématiquement dans le cadre du pacte « respect contre devoirs » tel que nous l'avons décrit à Ouagadougou. Au contraire, ce que je perçois en France, c'est la rupture du pacte qui lie les générations entre elles.

L'opposition « privé » / « public »

Un autre angle de comparaison entre la situation burkinabè et la situation française – toujours du point de vue de la petite fenêtre de mon expérience individuelle – est l'opposition entre l'espace privé familial et l'espace public de proximité (le « quartier »).

Cet angle nécessite le passage par une hypothèse préalable : chez les familles africaines, l'espace privé familial n'est pas fondamentalement différent, qu'elles habitent en France ou en Afrique. Pour bien percevoir la différence entre les continents, il faut plutôt saisir le moment où s'opère justement le décalage entre la vie privée et la vie publique. Et, de ce point de vue, je dirais qu'il y a, dans les quartiers populaires de Ouagadougou que je connais, une *relation de continuité* entre l'espace privé familial et l'espace public de proximité. On pourrait aussi parler de porosité entre la concession familiale et la vie extérieure. Le quartier est un espace où tout le monde se connaît, où les parents ont vu grandir les enfants des uns et des autres, où l'on part « saluer » (i.e. présenter ses condoléances) en cas de décès. Dans les quartiers populaires à Ouagadougou, lorsqu'on est bien intégré dans le quartier, on sait à tout instant dans quelle famille il y a eu un nouveau-né, qui s'est marié, qui est décédé, etc. Et, pour chacun de ces événements, on doit faire preuve de solidarité et/ou de compassion (selon l'événement). Par exemple, à Ouidi - un quartier populaire dans lequel j'ai vécu quelques mois – lorsque le décès d'un adulte survient dans le quartier, les jeunes sont chargés de creuser la tombe du défunt. Celui qui ne participera pas à cette tâche pourrait sans doute ne plus avoir droit aux marques de solidarité de la part de ses voisins. A Pissi, et probablement dans tous les quartiers de Ouagadougou, lorsqu'il y a un mariage, les jeunes femmes du quartier seront nombreuses à participer aux préparatifs : organisation, création de danses, préparation des repas le jour de l'événement, etc.). Là aussi, il

² C'est ce qui fera dire à ma fille que je n'exprime ici que le point de vue du « daron blanc » (i.e. d'un père « blanc »), ce sur quoi elle a sans doute raison. Elle semble en revanche être d'accord avec les deux autres points de comparaison.

se dit que la jeune femme d'un quartier qui n'aurait contribué à aucun mariage d'une autre pourrait se voir seule le jour de son mariage. En résumé : on voit un lien entre une forte appropriation de l'espace public du quartier et la régulation des relations sociales.

En France, le statut de l'espace public de proximité est différent. Il est possible de distinguer deux types de rapport avec l'espace public : celui des adultes d'une part et celui des jeunes d'autre part.

Pour les adultes, qu'ils soient ou non immigrés ou issus de l'immigration, on pourrait dire qu'il y a une *relation de rupture*, ou une forte étanchéité, entre l'espace privé et l'espace du quartier. Dans le quartier Jardin Parisien, à L'Hay-Les-Roses, j'avais le sentiment que les adultes vivaient l'essentiel du temps hors-travail dans l'espace familial. L'espace public était réduit à une fonction de passage. Certes, j'avais aussi pu constater que les mères de famille peuvent passer quelques temps devant l'enceinte scolaire après avoir déposé leurs enfants à l'école. Mais les pères demeuraient quant à eux absents de l'espace public du quartier, la plupart du temps³.

La chose est toute autre pour les jeunes du quartier. Pour eux, en effet, le quartier constitue un espace socialement occupé. Il n'est pas nécessaire d'avoir quelque chose à faire pour investir l'espace public. La simple envie d'y retrouver ses copains est suffisante. On pourrait ajouter ici que, s'agissant des jeunes, les rapports de genre sont inversés : les jeunes femmes sont en effet assez peu fréquentes dans l'espace public. Au final, nous aboutissons, en France, à un espace public partiellement occupé (par les mères le matin et par les jeunes hommes le soir). Et il découle de cette appropriation partielle de l'espace public que ce dernier n'est pas « régulé ». Les normes respectées au sein de la sphère familiale ne le sont plus lorsque le seuil de sa porte ou de son immeuble est franchi.

L'opposition « présent » / « futur »

Le dernier angle sous lequel je souhaitais observer la différence entre la France et le Burkina Faso est celui de la perception du temps, et de l'implication qu'elle peut avoir dans la vie quotidienne.

Au Burkina Faso, ce dernier angle peut être exprimé sous la forme d'un paradoxe : alors qu'ils évoluent dans un tissu social très resserré, marqué par le droit d'aînesse et une vie publique socialement contraignante, les jeunes de Ouagadougou semblent résolument orienter leur comportement vers l'avenir. Ils font preuve d'un optimisme à toute épreuve, partagent l'idée que l'avenir est nécessairement préférable au présent. Une expression burkinabè régulièrement utilisée lorsqu'on traverse des difficultés en matière de santé ou de travail, exprime bien cette idée : *nazemsamé* (littéralement, « ça va aller »). A Ouagadougou, quelles que soient les difficultés, ça va aller... Il existe pourtant des inégalités sociales très importantes, et sans doute plus visibles dans l'espace public que dans les quartiers de la banlieue parisienne. Le nombre de véhicules de luxe qui circulent dans la ville connaît même une

³ Comme me l'indique ma fille, il doit sans doute exister des lieux spécifiques où les pères africains se retrouvent. A Sarcelles, j'avais pu voir de nombreux pères immigrés dans un bar PMU de la ville, par exemple. Je n'ai pas vu l'équivalent à L'Hay-Les-Roses.

croissance exponentielle. Mais les normes sociales sont (semblent) transversales aux différentes catégories socio-économiques, et bien respectées par tous. Dire qu'il n'y a aucun mécanisme de domination sociale serait bien sûr illusoire. La domination s'exprime dans de nombreux champs de la vie sociale, et en premier lieu, dans les champs de l'éducation et de la santé. Mais il n'en demeure pas moins que cette domination ne se traduit pas par un découragement des plus pauvres. Les jeunes de Ouagadougou sont toujours armés d'une incroyable dose d'espoir.

En France, au contraire, comme le disait il y déjà longtemps le rappeur Booba, « *le passé a kidnappé l'avenir* ». Cette phrase d'un des rappeurs les plus écoutés des vingt dernières années résume en grande partie le sentiment qui habite actuellement certains jeunes Français issus de l'immigration postcoloniale. Il y a comme un passé qui ne passe pas, un passé mal digéré et qui ressurgit de temps à autre. L'une des hypothèses à prendre au sérieux est qu'il y a en France, en plus d'une domination sociale, une domination symbolique qui segmente l'espace social. Ces deux formes de domination se cumulent pour se renforcer mutuellement, et rejaillissent sur la façon dont on envisage le futur. Plus spécifiquement, du côté des classes populaires et des banlieues, les perceptions négatives de l'avenir sont liées (i) au déclin de la classe ouvrière, et donc à l'absence d'un cadre de lutte sociale qui pouvait laisser entrevoir un avenir meilleur, (ii) pour les jeunes issus de l'immigration, à l'absence (ressentie) d'ascension sociale des parents, au sentiment profond que l'effort consenti par eux n'a pas été récompensé ni sur le plan économique, ni, surtout, sur le plan symbolique (absence ou insuffisance de reconnaissance).

Les jeunes africains de France estiment que leurs parents et grands-parents ont fait les deux guerres mondiales aux côtés de la France et ont participé à sa reconstruction en accomplissant les tâches les plus difficiles, sans en avoir tiré la moindre gratification, la moindre reconnaissance. Ils ont dès lors le sentiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle, que rien ne sert de faire des efforts pour un pays dans lequel ils sont arrivés sans véritablement le choisir, et qui n'a pas reconnu les dons des générations précédentes. Ils ont le sentiment que ceux qui ont donné se sont fait avoir, et pire, que ceux qui croient encore en des gratifications futures sont des naïfs. Il en résulte une véritable crise de confiance entre les jeunes issus de l'immigration postcoloniale et le reste du pays.

Jeunes, musulmans et engagés sur la voie de la radicalisation

Entretien avec Olivier Bobineau

Revue de l'Irea : Dans votre ouvrage¹, il est question des jeunes musulmans qui s'engagent dans une voie de radicalisation non violente. Il existe donc une radicalisation non violente ?

Olivier Bobineau. : Oui. Mais pour le comprendre, il faut d'abord préciser ce que nous entendons par radicalisation. Nous la définissons comme un processus social par lequel un individu met une valeur, une norme, un principe comme premier, source, fondement et racine de toute identité, individuelle et collective et à l'exception de toutes les autres. Ainsi définie, on comprend que la radicalisation n'est pas synonyme de terrorisme ! Le problème, c'est que notre focalisation collective, bien compréhensible, sur le passage à l'acte terroriste, dont les processus sont encore mal connus, cache une autre réalité, bien plus significative et trop souvent oubliée : l'engagement des jeunes musulmans sur la voie d'une radicalisation non violente, qui bien souvent précède sa forme violente. En effet, on ne devient pas terroriste du jour au lendemain. Si l'on veut comprendre l'ensemble du processus, c'est donc cette première forme de radicalisation, non violente, qu'il faut s'attacher à comprendre.

R.I. : Comment naît-elle ?

O.B. : Elle naît d'une rencontre entre une demande et une offre de sens. On est en présence de jeunes « orphelins du sens » qui ont trouvé dans un kit identitaire construit sur mesure une réponse à leurs difficultés existentielles.

R.I. : Et qui sont ces orphelins du sens ?

O.B. : Ce sont d'abord des déçus de la République, qui, parce qu'elle n'a pas su tenir ses promesses en terme d'intégration, ne croient plus dans ses valeurs fondatrices et son discours universaliste. Le processus commence dans les années 80 avec la conjonction entre les échecs des politiques d'intégration au niveau national, et le basculement du monde en 1989 qui voit l'ennemi changer de visage : avec la chute du mur de Berlin et la *fatwa* lancée par l'ayatollah Khomeini contre Salman Rushdie l'année du 10^{ème} anniversaire de son arrivée au pouvoir, le barbu musulman remplace le barbu rouge. Les « beurs » et les « beurettes » sont alors perdus entre deux voies identitaires, dont aucune ne leur est satisfaisante. Ils se vivent Français, républicains – des beurs et des beurettes se présentent sur des listes aux élections municipales de 1989 - dans un pays qui les intègre difficilement et les renvoie à leur identité maghrébine et musulmane. Dans le même temps, quand ils arborent leur origines maghrébines – à l'occasion des marches des beurs, par exemple - leur communauté les renvoie à leur volonté d'intégration voire d'assimilation. Maghrébins et musulmans pour certains Français, Français et républicains pour certains musulmans, ils ne sont ni l'un ni l'autre, constamment balancés entre deux voies identitaires entre lesquelles ils ne peuvent ni ne veulent choisir.

¹ Olivier Bobineau, Pierre N'Gahane, *La voie de la radicalisation. Comprendre pour mieux agir.* Armand Colin, 2019.

R.I : Vous identifiez une autre étape dans la fabrique de ces Orphelins du sens : l'année 2005. En quoi cette année est-elle importante ?

O.B. : Oui. Alors que des jeunes de la deuxième génération, voire de la troisième, qui constatent l'échec de l'intégration de leurs aînés, satisfont, de plus en plus nombreux, leur quête de sens dans la religion, des événements nationaux et internationaux les incitent à reconsidérer leur engagement. Au plan national, des jeunes de quartiers populaires franciliens, confrontés à la police, meurent l'un tué par balle (mars), l'autre en scooter alors qu'il est poursuivi par une patrouille de la BAC, et deux autres (Zyed Benna, 17 ans et Bouna Traoré, 15 ans) par électrocution, en tentant d'échapper à un contrôle de police (octobre). Ce dernier événement dramatique sera à l'origine d'émeutes d'une rare violence, qui ont éclaté d'abord en région parisienne puis qui se sont étendues rapidement à toute la France. Au plan international, deux événements sont marquants. Il y a d'abord en janvier la publication sur la toile par Abou Moussah al-Souri d'Al-Quaïda d'un « appel à la résistance islamique mondiale ». Ce document de 1500 pages constitue une véritable déclaration de guerre à l'Occident. Puis, en septembre, sont publiées des caricatures de Mahomet par le quotidien danois Jyllands-Posten. Elles ont l'effet d'un catalyseur. Ayant le sentiment d'être « insultés » dans leur identité en construction, certains jeunes confèrent à leur quête identitaire une dimension politique, dans le sillage de celle donnée par Abou Moussa al-Souri.

R.I : C'est là où se présente à eux un kit identitaire qui nourrit ce que vous appelez l'intransigeantisme musulman. En quoi consistent ce kit – qui le propose d'ailleurs - et cet intransigeantisme ?

O.B. : Ce Kit se diffuse soit par la toile, soit par des figures charismatiques. Il succède à un premier qui avait déjà été offert aux jeunes de la 2^{ème} génération. Il peut se résumer par « 3 E » : Estime de soi, Equité et Espérance politico-religieuse. Il relève d'une offre identitaire religieuse intransigeante, qui présente deux caractéristiques principales. D'abord, il est marqué du sceau d'un anti-occidentalisme qui se manifeste notamment par un rejet de la séparation des sphères politiques et religieuses, bref de la laïcité. Ensuite, il repose sur une interprétation littérale des textes fondateurs (Coran et Sunna) qui distingue très clairement parmi les musulmans eux-mêmes les purs – ceux qui suivent cette interprétation littérale – des impurs – ceux qui s'en écartent. Ce kit leur dit en substance : « applique rigoureusement les textes sacrés (tels que nous les interprétons) et 1) tu auras l'estime de tes frères ; 2) tu seras traité comme tes frères ; 3) et Dieu tiendra ses promesses. Ce kit fait sens à ces jeunes qui se sentent méprisés, victimes d'injustices, et à qui les promesses d'intégration n'ont pas été tenues. Par ailleurs, cette radicalisation religieuse musulmane intransigeante non violente a trois fonctions qui font sens pour ces jeunes : elle atteste d'une identité collective qui leur faisait défaut ; en conséquence, elle leur donne la force de protester contre les conditions sociales qu'ils subissent et qu'ils jugent injustes ; enfin, elle participe à la réinvention d'une lignée croyante, alors qu'ils étaient parfois en rupture avec les lignées héritées de leur famille.

R.I : en quoi ce radicalisme intransigentiste musulman se distingue-t-il des autres radicalismes qui semblent attirer tant de jeunes aujourd'hui ?

O.B. : On observe l'émergence d'une radicalité identitaire qui ne concerne pas que les musulmans. Nombreux sont les jeunes qui veulent donner du sens à leur engagement, et à leur vie au fond, en l'étayant sur un principe premier, une valeur fondatrice qui irrigue l'ensemble de leur existence. On voit cette radicalité à l'œuvre en politique, à l'extrême gauche, à l'extrême droite, mais aussi sur le plan syndical et dans d'autres religions que la religion musulmane : les religions catholiques, protestantes, juives sont également concernées par ce phénomène.

Ce qu'il y a de spécifique dans la radicalisation non violente musulmane est qu'elle remet en cause la laïcité, en contestant la séparation entre le religieux et le politique. Leur fusion revient à soumettre les Lois des hommes à celle de Dieu, puisée dans une interprétation littérale du Coran. Il y a donc derrière un projet politique antidémocratique et antirépublicain, parfois assumé comme tel, devant lequel il ne faut pas céder. C'est le premier danger. Le deuxième danger de cette radicalisation non violente, est qu'elle est le terreau de la radicalisation violente, du terrorisme islamiste. Si tous les jeunes engagés dans la voie de la radicalisation non violente ne deviennent pas des terroristes – loin s'en faut – tous les terroristes islamistes sont passés par celle de la radicalisation non violente – sauf exceptions psychiatriques.

R.I : Et qui sont ces jeunes orphelins du sens qui trouvent une réponse en s'engageant dans la voie de cette radicalisation intransigente ?

O.B. : Si ce sont pour certains des délinquants en perdition, ce sont aussi parfois des jeunes diplômés et instruits. Cela se comprend aisément dès lors qu'on veut bien faire l'effort de saisir la socio-genèse de cette radicalisation qui prend racine dans une crise existentielle, une crise du sens, qui touche tous ces jeunes, indépendamment de leurs conditions sociales.

R.I : Une dernière question, peut-être : que faire ?

O.B. : D'abord, ce qu'il ne faut pas faire : ignorer cette radicalisation non violente et faire comme si elle n'existait pas. Créer des centres de déradicalisation sans comprendre le processus de cette forme de radicalisation est voué à l'échec. On l'a vu. Ce qu'il faut faire : éduquer. Eduquer à la liberté pour ne pas que les jeunes la dévoient en son contraire en son nom ; éduquer à la complexité pour ne pas qu'ils se satisfassent des grilles simplistes de lecture du monde et des solutions tout aussi simplistes qui les accompagnent ; éduquer à la sortie de soi, à la rencontre de l'Autre pour ne pas qu'ils s'enferment dans un entre-soi qui pourrait-être mortifère. Ce à quoi je vais m'employer en créant avec d'autres un Campus Montessori à Rennes.

S'engager pour les animaux, s'engager avec les animaux

Par Jocelyne Porcher

La « cause animale » mobilise actuellement un grand nombre de jeunes, notamment des jeunes femmes, révolté.e.s par les images de violence envers les animaux qui circulent à foison sur les réseaux sociaux¹. Majoritairement urbains, le plus souvent ignorants du monde de l'élevage, désireux de s'engager dans de grandes causes contemporaines et consensuelles -la défense des animaux ou/et de la planète-, ces jeunes semblent entrer dans la « cause animale » comme on entre en religion. Tout d'abord, il leur arrive une révélation, le visionnage d'une vidéo insupportable, une amie convaincante. Puis, le plus souvent pris en main par des associations, et pour le bien supposé des animaux, ils décident de devenir vegans², directement ou d'abord végétariens puis végans. La Vérité leur étant alors révélée, ils deviennent prosélytes. Il s'agit, avec les moyens éprouvés de l'activisme de la « libération animale » issu des USA, et en s'appuyant sur la culpabilité et le dégoût, de convaincre nos concitoyens omnivores de changer leur régime alimentaire. Tuer et manger les animaux semble à ces jeunes une horreur dépourvue de sens et leur refus individuel et collectif de l'élevage et des productions animales prend les aspects d'une glorieuse résistance. Des vidéos tournées nuitamment dans des structures de production prennent l'allure de dangereuses transgressions³.

A l'inverse, d'autres jeunes, également en quête de sens, cherchent des voies d'évolution de nos liens aux animaux et à la nature, non par le véganisme et le refus de nos liens domestiques avec les animaux, mais par une transformation radicale des modes de production agricole. Ils aspirent à trouver, dans l'exercice de leurs futurs métiers (agronomes, vétérinaires, agriculteurs, enseignants), les moyens d'agir dans le sens de leurs idéaux. Leur action est beaucoup plus discrète, plus individuelle car il n'existe pas de « cause » qui rassemble leurs bonnes volontés mais ils participent, de façon beaucoup plus efficace et durable à l'émergence d'autres rapports aux animaux domestiques et par là même à la construction d'une société plus juste.

¹ Ce texte s'appuie sur les très nombreuses rencontres que j'ai faites ces dernières années avec des jeunes lors de cours, de réunions, de conférences et de débats publics.

² Le véganisme est une pratique alimentaire et un mode de vie qui consiste à refuser tous les produits issus d'animaux (aliments y compris le miel, la laine, le cuir...) au contraire du végétarisme qui consiste simplement à ne plus consommer de viande et de poisson. Les végétariens, comme les omnivores, dépendent donc de l'élevage (pour le lait, le fromage, les œufs...) alors que les vegans militent pour une agriculture sans élevage et la fin de la domestication des animaux. Une alimentation végane nécessite une complémentation, notamment en vitamine B12, et ne convient pas à de nombreuses personnes, notamment aux enfants. Même dans les pays industrialisés, les produits animaux restent donc indispensables à notre alimentation.

³ Il faut noter que la création récente de la « cellule Demeter » par le Ministère de l'Intérieur destinée à lutter contre « les atteintes au monde agricole », par exemple contre les intrusions dans les bâtiments ou plus globalement contre l'« agribashing », va renforcer les militants en quête de transgressions et leur apporter l'image de « lanceur d'alerte » qu'ils désiraient obtenir. Alors que la diffusion des images volées atteignait des limites d'efficacité par effet de saturation, cette décision du Ministère va renforcer les militants dans leur « résistance » tout en protégeant les productions animales et plus largement l'agriculture industrielle des légitimes critiques politiques auxquelles elles devraient faire face.

Je suis moi-même issue du milieu urbain et je comprends l'ignorance des jeunes vegans car cette ignorance a été la mienne. Avant de vivre « à la campagne », je ne connaissais rien de l'agriculture, rien de l'élevage, rien des animaux de ferme. Je ne connaissais rien mais j'avais au moins un mérite, je le savais. Et c'est cette connaissance de mon ignorance qui m'a permis ensuite d'apprendre, de comprendre et d'agir. L'un des problèmes les plus criants des jeunes militants vegans est, au contraire, qu'ils pensent savoir quelque chose de l'élevage, simplement après avoir vu des vidéos sur internet. Ils pensent avoir appris, ils pensent avoir compris et ils pensent agir pour le bien des animaux. Or que voient-ils sur internet ? Des images, le plus souvent volées, de violences envers les animaux dans les systèmes industriels et les abattoirs. Oui, les *productions animales* sont une violence envers les animaux. Mais pleurer et se lamenter sur « les pauvres animaux », traiter les éleveurs de bourreaux –quelles que soient leurs façons de travailler-, accuser les bouchers d'être des assassins, se badigeonner en rouge et faire le mort sur une place publique, citer un théoricien de la « cause animale » comme un prophète, mettre sa santé en danger, est-ce la démonstration que l'on a compris quelque chose aux enjeux de nos relations aux animaux de ferme ? Nombre de ces jeunes sont en colère mais leurs comportements témoignent qu'ils n'en comprennent pas les causes parce qu'ils ignorent les dynamiques historiques et politiques qui ont conduit là où nous en sommes aujourd'hui avec les animaux. Il est fréquent lors de débats publics que je me fasse agresser par un.e de ces jeunes vegans qui entend m'expliquer ce qui se passe dans les systèmes industriels ou les abattoirs. Et lorsqu'il arrive que, tout surpris, l'un de ces jeunes se rende compte que mes travaux contre ces systèmes sont bien antérieurs à l'activisme des associations de « défense » des animaux et portent une critique mieux construite et plus complexe, ils sont à la fois déçus et contents. Déçus que leur zèle militant soit en fait sans objet et qu'ils aient été plutôt ridicules dans leur assurance et leur contentement de soi, mais contents d'avoir fait un pas vers des actions qui, réellement, concernent les animaux. Aller rencontrer des animaux, des vrais animaux, pas des images, discuter avec les éleveurs de la façon dont ils vivent et travaillent avec leurs bêtes, approcher les bêtes, les toucher, mesurer la proximité et la distance que nous avons avec eux. Avec le corps et l'esprit, entrer en relation pour penser. Exactement l'inverse de ce que font les réseaux sociaux.

Le militantisme animaliste consiste de fait à s'engager – supposément - pour les animaux mais *sans* eux. Car ces jeunes vegans, et j'ai pu le constater à maintes reprises, ne connaissent pas les animaux de ferme. Ils n'en ont qu'une idée et celle-ci est réduite à la compassion. Cela les conduit de manière tout à fait paradoxale à militer pour leur disparition. Pour éviter la souffrance et la mort, il faudrait éviter la vie. Cela conduit également certains jeunes, tout de même incertains sur le sujet, particulièrement s'ils relient la « cause animale » à celle de « la planète », à envisager comme une solution acceptable le développement de l'agriculture cellulaire, notamment la production de viande *in vitro*⁴. La « cause » justifierait notre asservissement aux multinationales de l'agriculture cellulaire puisque cela permettrait

⁴ Lire Porcher J., 2019. Cause animale, cause du capital. Editions Le Bord de l'Eau

d'en finir avec les systèmes industriels et avec l'élevage qui ne mérite pas mieux puisque les éleveurs *in fine* tuent les animaux.

Penser les transformations de nos relations de travail avec les animaux, c'est ce qu'essaient de faire d'autres jeunes, bien moins médiatisés, engagés dans leurs écoles, dans les fermes, dans les associations de consommateurs, pour l'élevage. Car l'élevage n'a rien à voir avec les productions animales⁵. Ce sont deux mondes différents. Le premier a dix mille ans d'histoire, le second, cent cinquante ans. Le premier est né de notre rencontre avec les animaux, le second est issu du capitalisme industriel et du pillage des ressources naturelles pour le profit.

L'élevage, et ces jeunes le décrivent fort bien, lorsqu'ils racontent leurs rencontres, leurs expériences avec les brebis, avec les vaches ou avec les cochons, c'est une culture de la vie. Avec les brebis, ils deviennent pour un temps berger et apprennent à affronter la montagne et la solitude. Avec les bêtes, ils apprennent la patience, la frustration, car il arrive que cet agneau que l'on veut sauver, il meurt entre vos mains. Avec les bêtes, ils apprennent la tristesse mais aussi la résilience car comme l'écrivait Whitman, les animaux ne perdent pas leur temps à pleurer sur leurs pêchés. Et, avec les animaux, ces jeunes apprennent alors aussi le bonheur et la joie car les animaux nous montrent ce que c'est qu'être au monde et en être heureux, tout simplement, ici et maintenant.

Ces enseignements que reçoivent les jeunes de la part des animaux sont des leçons de vie mais ce sont aussi des leçons de combat. Tout comme les humains, les animaux sont inscrits dans les rapports sociaux et subissent avec nous la violence, la guerre, les rapports de classes. C'est pourquoi l'élevage n'est pas seulement un métier, c'est un projet de société. Et je suis moi-même heureuse et fière lors de mes rencontres avec ces jeunes lorsqu'ils me remercient de leur apporter de quoi alimenter leur enthousiasme et leur combativité. Eux-mêmes m'apportent l'assurance que rien n'est perdu et que notre vie avec les animaux n'est pas encore entrée dans les poubelles de l'histoire. J'ai confiance en leur intelligence et en leur pouvoir d'agir avec les animaux, pour les animaux et pour nous-mêmes.

⁵ Sur ce sujet, lire Porcher J., 2002, *Éleveurs et animaux, réinventer le lien*. PUF et Porcher J., 2011/2014. *Vivre avec les animaux, une utopie pour le 21^{ème} siècle*. La Découverte

Féminisme 2.0 : un engagement militant sur internet

Par Armelle Weil

Le militantisme est mort, vive le militantisme ? On constaterait, depuis l'avènement des « nouveaux mouvement sociaux » dans les années 1960, une importante évolution des manières de s'engager et ce faisant de l'engagement lui-même. En parallèle, un nombre croissant de travaux pointent du doigt une augmentation du désengagement politique auprès des jeunes générations, désabusées des institutions et déçues par les dirigeant.e.s. Dans ce contexte, le potentiel militant d'internet questionne : représente-t-il un « espoir » de remobilisation ? Ou au contraire, favorise-t-il d'autant plus le désintérêt pour les questions sociales ? Pour les techno-optimistes, internet serait à même de repolitiser les jeunes, d'accroître la motivation, d'organiser des actions plus facilement ou d'élargir le spectre de recrutement. Pour les techno-sceptiques, il ne s'agirait que d'une « illusion de mobilisation », passive, intermittente et égocentrée qui est favorisée dans le virtuel. Dans tous les cas, les réseaux sociaux sont devenus ces dernières années un médium largement mobilisé par les groupes militants comme en témoignent la multiplication et l'impact mondial des podcasts, groupes *Facebook* ou comptes *Instagram*.

En tant qu'objet plutôt émergent, les études sur le cyberactivisme sont encore rares et les questions posées ci-dessus restent largement ouvertes. Je propose cependant ici un certain nombre d'éléments de réponse, issus d'une recherche sur le militantisme féministe sur internet¹. Plus précisément, ma recherche visait à savoir si (et comment) le virtuel modifie l'engagement féministe, son organisation et ses actions. Mon approche a été exploratoire et s'est traduite par la réalisation d'entretiens avec des cyberactivistes ainsi que d'observations de différents réseaux féministes en ligne.

Premiers pas numériques dans le féminisme

L'une des premières questions que pose l'utilisation d'internet par les groupes militants est celle du mode de recrutement. En d'autres termes, rencontre-t-on le féminisme différemment, grâce au virtuel ?

Dans les années 1970, pour la génération du Mouvement de libération des femmes (MLF), la pratique et le terrain constituaient les principales portes d'entrée de l'engagement, par exemple à travers la participation à des groupes de « prise de conscience », de partages d'expériences, de manifestations... Mes recherches ont cependant montré qu'avec l'intégration des études de genre dans les universités d'une part, et l'accessibilité des ressources sur internet d'autre part, l'arrivée au féminisme s'est en partie modifiée. Mais en partie uniquement car plutôt qu'une transformation radicale, les arrivées semblent être plurielles : les militant.e.s que j'ai interrogé.e.s relatent des parcours alternant lectures de textes, activités associatives

¹ Ce texte se fonde sur un article publié dans *Nouvelles Questions Féministes* intitulé « Vers un militantisme virtuel ? Pratiques et engagement féministe sur Internet » (2017, vol. 36, n°2).

et activités virtuelles, dans un mouvement de va-et-vient et sur un temps plutôt long – certain.e.s estiment la durée de leur immersion féministe à plusieurs années. La multiplicité et l'entrelacement des modes d'entrée ne sont néanmoins pas dû au hasard ; la pratique et la théorie répondent à des besoins et des questions différentes. Les différentes activistes que j'ai rencontré.e.s opèrent, en effet, une séparation entre la prise de conscience féministe concernant des *sujets publics* (comme la représentation politique, le salaire, etc.) qui se fait de manière collective « hors ligne », et celle touchant à des *sujets dits privés*, ou générateurs de souffrance (comme la sexualité, les relations amicales ou amoureuses, les violences sexistes, etc.), qui se fait de manière individuelle, majoritairement « en ligne ». Les personnes interviewées décrivent alors leur entrée en féminisme comme double : une arrivée par la pratique qui leur a fait découvrir le mouvement et ses combats, articulée à une arrivée théorique, virtuelle, au long de laquelle elles/ils se sont approprié des thèses féministes dans leur vie privée.

Quelles actions dans le virtuel ?

Les féministes actuelles, on le voit, ne semblent pas être tant en rupture avec les mouvements des années 1970 par leurs modes d'entrée. Si rupture il y a –hypothèse courante depuis à l'arrivée du virtuel–, faut-il alors la situer dans leurs modalités d'action ?

Sur internet, les formes contemporaines de la lutte n'en revêtent pas forcément les atours habituels : les groupes ou blogs n'ont pas pour objet des thèmes explicitement politiques et ne sont pas toujours orientés vers un résultat tangible ou des revendications précises². Au sein des groupes féministes actifs sur Facebook, par exemple, se mêlent des suggestions de lectures, des demandes de conseil ou des propositions d'ateliers de *self-help*. Les membres partagent des expériences témoignant du sexisme ordinaire, de relations abusives, de situations discriminatoires dans le cadre du travail ou de l'espace public, racontent les déboires ou les victoires qu'elles/ils ont vécus. L'humour et les créations artistiques prennent également une place importante au travers, entre autres, de détournement de publicités sexistes, de poésie, de musiques...

Ces actions sont pourtant résolument politiques et se répartissent en trois modes : l'éducation au féminisme, le partage d'expériences et la diffusion de contenus féministes, qu'ils soient artistiques, théoriques ou humoristiques. Ces « moyens » répondent à plusieurs « fins », selon les activistes : la prise de conscience féministe, la création d'une communauté et l'émergence d'une sororité ou d'un réseau de soutien. Ainsi, malgré certaines modifications pratiques, liées aux nouvelles possibilités qu'offre internet, les féministes virtuelles organisent des actions qui suivent sensiblement les mêmes visées que leurs prédécesseuses. En articulant des actions sur internet avec des mobilisations dans la vie réelle, elles/ils perpétuent une *praxis* radicale, critique et collective.

² Jouët, Josiane, Katharina Niemeyer et Bibia Pavard (2017). « Faire des vagues. Les mobilisations féministes en ligne ». *Réseaux*, 201(1), 21-57.

Engagement « en ligne » et « hors ligne »

Comment, dès lors, s'articulent militantismes réel et virtuel ? Ce dernier est-il perçu comme un engagement féministe ? Les cyberactivistes que j'ai rencontré.e.s établissent une claire distinction entre leur engagement virtuel et celui dans la sphère publique, réelle : les expériences militantes « hors ligne » demeurent le cœur de leurs activités politiques, qui sont d'une certaine manière prolongées « en ligne ». Cette distinction se fonde sur leurs expériences militantes : les personnes interviewées sont actives en politique ou dans l'associatif, et c'est à partir de cette position qu'elles se définissent comme des personnes « engagées » et « militantes », beaucoup plus qu'à partir de leur activité virtuelle.

C'est en tout cas ainsi que les personnes rencontrées situent leur activisme, car de leur point de vue un blog ou un groupe en ligne ne serait résolument pas « la même chose » qu'une manifestation ou une réunion associative. Comparant leurs expériences dans les sphères virtuelle et réelle, les interviewé.e.s émettent les constats suivants : les liens sociaux qui se tissent dans le champ politique et associatif sont jugés plus forts et plus concrets, et les actions mises en œuvre exigent de prendre plus de risques qu'en ligne, par exemple lorsqu'elles mettent en danger les corps. De plus, une action explicitement politique reste perçue, par les personnes rencontrées, comme plus légitime que des formes sociales et culturelles de résistance, jugées plus individuelles. Concrètement, le sentiment d'être engagé.e repose encore largement, pour les féministes interviewé.e.s, sur leur capacité à formuler des revendications et des « demandes » politiques claires et précises. Inversement, la participation à des discussions en ligne, le soutien envers les membres du groupe ou du blog et la création d'une communauté féministe d'internautes ne contribuent que dans une moindre mesure à construire leur identité militante. Pour certain.e.s, l'activité en ligne « reste très limitée », constitue plutôt de la « construction personnelle », et peine à donner l'impression d'un engagement en soi.

Le pouvoir mobilisateur d'internet

Mes recherches m'ont cependant permis d'identifier trois ressorts spécifiques à l'action virtuelle, qui permettent d'envisager qu'internet peut, comme le formule un activiste, « changer les choses ». Le premier est la réappropriation des moyens de production de l'information : le web militant propose une lecture critique de l'actualité et des analyses médiatiques. Ce faisant, une double opération est menée : porter sur le devant de la scène des événements passés sous silence et en proposer une autre lecture. La réécriture de l'actualité en ligne est ainsi utile et pertinente, particulièrement pour les dominé.e.s, car elles/ils y trouvent un espace d'expression, là où habituellement elles/ils ne sont pas sollicité.e.s, si ce n'est invisibilisé.e.s.

Le deuxième ressort du militantisme en ligne est la création d'une communauté d'activistes « dormant.e.s ». Consacrant plusieurs heures, quotidiennement, à la sphère virtuelle militante, les participant.e.s baignent constamment dans une « culture » féministe. Un large réseau de militant.e.s potentiel.le.s ou en devenir se forme ainsi par le biais de ces diverses plateformes, dont une partie répond présente lors d'appels à la mobilisation.

Le troisième ressort du virtuel est son « effet surrégénérateur »³. Cet effet désigne le fait que *plus* l'énergie et le temps investis dans une cause sont élevés, *plus* les activistes perçoivent des gratifications symboliques, et *plus* leur engagement est fort (autrement dit, « plus on en fait, plus on en fait »). Les enquêté.e.s se montrent très enthousiastes au sujet de leur participation sur internet et tout.e.s sont animé.e.s par cette logique : plus grande est leur participation, plus leur sentiment d'appartenance et leurs actions sont intenses et occupent une place centrale dans leur vie intime. En cela, l'omniprésence d'internet et des contenus féministes favorise certainement un déploiement récurrent de leur engagement.

En conclusion

Un constat nuancé semble ainsi être de mise quant à l'impact d'internet sur le fonctionnement militant : il ne crée pas une césure nette et n'a pas modifié de fond en comble les actions féministes. Ce dont les enquêté.e.s témoignent est plutôt un attachement aux formes traditionnelles du militantisme, tout en investissant de nouvelles manières de vivre leur engagement. Ce qui serait à l'œuvre ne serait donc pas un changement radical dans les modes d'action, la manière d'envisager l'activisme ou les formes routinisées de contestation. Internet ajoute en revanche de nouvelles tonalités et une plus grande liberté d'action pour les activistes⁴.

À l'encontre de certaines prévisions pessimistes sur le militantisme virtuel, c'est une nébuleuse féministe active, d'horizons, de générations ou de mouvances diverses qu'il est possible d'observer et qui a pris d'autant plus d'ampleur ces dernières années.

³ Gaxie, Daniel (1977). « Économie des partis et rétributions du militantisme », in *Revue française de science politique*, 27(1), 123-154.

⁴ Il faut noter néanmoins que les usages militants du virtuel ne sont pas réjouissants de manière univoque : il est aussi occupé par des groupes sexistes ou antiféministes, et les échanges sur internet peuvent être violents, toxiques.

Entretien avec Aude Paul, jeune militante Sgen-CFDT

Aude Paul. 38 ans¹, en couple. Elle enseigne le Français au lycée Louise Michel à Bobigny (elle est agrégée de Lettres Modernes). Premier poste à 25 ans en Seine Saint-Denis. Habite Pantin, une ville limitrophe du XIX^e arrondissement de Paris. Ses engagements Sgen : 1^{er} contact avec la CFDT via un collègue militant qui travaille comme elle sur l'éducation aux médias ; 1^{ère} adhésion à 29 ans « pour des raisons pédagogiques » : elle est en phase avec le positionnement cédétiste en faveur du dispositif CEP (Conventions Education prioritaire) porté par Richard Descoing qui ouvre Sc. Po aux élèves des ZEP, quand d'autres organisations syndicales fustigent le principe de discrimination positive sur lequel il repose ; élue CAPA de l'Académie de Créteil à 32 ans, puis « dans la foulée », au Conseil syndical puis à la commission exécutive de l'Académie de Créteil. Se dit féministe. Vit son métier comme un engagement, au service surtout de l'émancipation des jeunes filles.

Revue de l'Irea. : Quel est ton parcours syndical ?

Aude Paul : je me suis engagée assez tardivement, vers 29 ans. Pour des raisons pédagogiques. Je me suis rendu compte que mes convictions pédagogiques rejoignaient celles de la CFDT. C'est Florian Terrenoire² qui m'a proposé d'adhérer au Sgen. C'est donc pour des raisons pédagogiques que j'ai rejoint la CFDT et non pas tant en raison d'un capital syndical dont j'aurais hérité. En fait, ce n'est qu'après mon adhésion que j'ai appris que ma grand-mère maternelle avait eu un engagement à la CFDT, après être passée à la JOC. Elle était prof de Lettres classiques. Mais j'avais assez peu d'échanges avec elle. Ensuite, à l'occasion des élections de 2014/2015, Catherine Nave Bekhti m'a proposé d'entrer à la commission paritaire (CAPA³) où j'ai été élue, à 32 ans. Dans la foulée, j'ai été élue au conseil syndical, puis à la commission exécutive.

R.I. : comment as-tu connu Catherine Nave Bekhti ?

A.P. : C'est Florian Terrenoire qui me l'a présentée. J'ai rencontré Florian dans le cadre de l'Education aux médias. Il m'a interviewée à la maison des syndicats à Créteil, pour notre magazine francilien *Quoi de neuf ?*⁴ A l'époque c'était un militant actif de Seine Saint-Denis. Il était spécialisé sur la situation des TZR⁵. Il a suivi mon dossier alors que je n'étais que sympathisante.

¹ Informé de notre projet sur l'engagement des jeunes, le Sgen nous orienté vers Aude Paul. La jeunesse ne saurait se définir par une tranche d'âge, disions-nous dans notre présentation.

² Ce patronyme conserve l'anonymat de la personne.

³ La CAPA (Commission Paritaire Administrative Académique) est l'équivalent de la CCMA (Commission Consultative Mixte Académique) dans l'enseignement privé sous contrat

⁴ *Quoi de neuf ?* est le magazine que publie le Sgen Ile de France (il est adressé à tous les adhérents des départements franciliens)

⁵ TZR : titulaire de zone de remplacement. Ce sont des enseignants titulaires, dont la mission est d'effectuer un ou des remplacements. Le ou les remplacements se font à l'intérieur d'une zone de remplacement (ZR). Cette catégorie d'agent n'existe pas dans l'enseignement privé sous contrat. La Fep-CFDT demande la création d'un corps de remplaçants titulaires.

R.I. : Revenons sur les raisons de ton adhésion à la CFDT, si tu veux bien. Tu disais qu'elles étaient d'ordre pédagogique. Tu peux préciser ?

A. P. : Un Atelier Sc. Po était organisé au lycée Jean Renoir à Bondy. Florian y enseignait depuis un certain temps. Moi depuis un an. C'était en 2005-2006, quand Richard Descoing avait créé le dispositif permettant aux élèves de zone prioritaire d'accéder à Sc. Po. J'avais mis en place un tutorat en terminale pour préparer les élèves à l'oral de Sc. Po. La convention entre le lycée et Sc. Po a été contestée par d'autres syndicats mais elle a finalement été signée et existe toujours !

R.I. : Lesquels ?

A.P.: FO, l'UNEF et le SNES. Ils refusaient le principe même de la discrimination positive. C'est là où je me suis rendu compte que les choix pédagogiques étaient des choix politiques.

R.I. : On peut revenir à ton contexte familial... Tu m'as parlé de ta grand-mère maternelle...

A. P. : Mon père était militaire – aujourd'hui général à la retraite - et plutôt hostile aux syndicats. Ma mère était professeur des Ecoles. Puis elle a suivi mon père à l'étranger et y a enseigné dans le 1^{er} degré en contrat local, donc sous payée. Les syndicalistes ont eu une attitude plutôt agressive envers elle. Pour eux, parce qu'elle était contractuelle, elle prenait la place d'un titulaire. Elle voit plutôt les syndicalistes comme des gens agressifs et malhonnêtes. Ils devaient percevoir 4 à 5 fois son salaire.

J'ai deux jeunes sœurs qui travaillent dans le privé. L'une dans l'hôtellerie ; elle est manager. L'autre fait du marketing dans le secteur des livres, après avoir fait HEC. Pas d'engagement syndical de leur côté.

R.I. : Tes parents ont-ils eu ou ont-ils des engagements ?

A.P.: Comme je te l'ai dit, ils ont une mauvaise expérience avec les syndicats.

R.I. : Si ton père a été militaire, c'est qu'il a un certain sens du service, non ?

A.P. : Oui. Il donne des cours en tant que bénévole sur la gestion financière aux élus de sa ville. Qu'ils soient de la France insoumise et des Républicains. Il n'aime pas la corruption. Il leur donne des outils pour les aider à lire les comptes de la Municipalité. Mon grand-père paternel était militaire lui aussi. Puis il a adhéré à la CGT. Mais c'est une période dont il parle peu.

Quant à ma mère, institutrice, elle n'a pas eu beaucoup d'engagements. Mais elle s'est positionnée. Elle récupérait les élèves dont ses collègues ne voulaient pas, comme les élèves handicapés, turbulents etc. Elle était confrontée à des enfants qui subissaient la violence de leurs parents. Elle savait trouver les mots, sans juger. C'est d'ailleurs sans doute elle qui m'a sensibilisée à la pédagogie de projet en les sortant de la classe. Quant à ma grand-mère maternelle, elle était professeur de Lettres Classiques et Brittophone,

R.I. : As-tu d'autres engagements ?

A.P.: Par l'action. J'adhère à une AMAP⁶. L'AMP PP (Petit Pantin). C'est une petite AMAP, dont l'organisation est familiale. L'idée, c'est de ne pas nourrir la grande distribution. Je n'adhère à aucun parti politique. Je ne mélange pas les genres. Je vote à gauche, depuis que je suis étudiante. Je n'adhère à aucune association féministe. Je suis donatrice pour quelques associations : des associations écologistes, pour les sans-abris, médecins du monde, Amnesty international. Par prélèvement automatique.

R.I. : As-tu eu des engagements avant ton engagement syndical ? Et quel est ton 1^{er} engagement ?

A.P.: Non pas d'autres engagements avant... Mon premier engagement. Tiens, je ne me suis jamais posée la question... J'ai été déléguée de classe, de la 6^{ème} à la terminale.

R.I. : Comment c'est arrivé ?

A.P.: J'étais bonne élève, pas timide ; ça s'est fait naturellement.

R.I. : Peut-on revenir sur tes missions au Sgen ?

A.P.: je suis élue à la CAPA de l'Académie de Créteil depuis 2014. On a recueilli 9% des voix des agrégés, soit 183 personnes, sur 2000 environ... avec 50% d'abstention... Les CAPA ont perdu leur compétence en matière de mobilité et de promotion. Alors les collègues se disent « à quoi ça sert de voter ? »... D'ailleurs, le rectorat aurait reçu des consignes de ne plus répondre aux syndicats... Les mobilités et les promotions sont décidées par des algorithmes, censés ne pas se tromper... Mais il y a toujours des situations baroques hors circulaires que les algorithmes ne savent pas traiter, comme par exemple le rapprochement de conjoint d'une collègue qui vient d'Allemagne ! ... Le SNES et FO ont proposé à leurs adhérents de déposer systématiquement des recours

R.I. : Quels sont tes engagements syndicaux les plus marquants ?

A.P.: (...) J'ai participé à une manifestation contre les violences sexistes et sexuelles, en novembre 2019. Une de mes collègues été agressée par une CGTiste-Gillets jaunes. Elle m'a demandé si j'allais participer à la grève du 05 décembre. Je lui ai dit que non. Elle m'a insulté « Suce Macron » ! Ça m'a fait mal au cœur. Qu'une femme, pour des raisons politiques, agresse une autre femme à l'occasion d'une manifestation contre les violences sexistes et sexuelles... c'est triste !

R.I. : As-tu des lectures « engagées » ?

A.P.: En ce moment, je réalise à quel point la finance est importante. J'ai lu Piketty. J'ai bien aimé aussi *Sorcières* de Mona Chollet, une journaliste du Monde Diplomatique. Je regarde ma bibliothèque.... Badinter, Fraisse, Perrot⁷. Voilà ce que je lis en ce moment.

⁶ Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne. Une AMAP institue une sorte de partenariat entre un groupe de consommateurs et une ou des exploitations agricoles locales.

⁷ Elisabeth Badinter, Geneviève Fraisse, Michèle Perrot. Pour le dire vite, ce sont des auteures féministes. Ndlr.

R.I. : Tu évoques des auteures « féministes » ou sensibles à la construction des genres. A l'occasion de notre prise de contact, tu m'as également parlé de deux types de féminisme. Tu peux m'en dire plus ?

A.P.: Oui, grosso modo, il y a deux types de féminisme. Il y a d'une part le *Gender mainstreaming*. Il s'agit d'intégrer les structures existantes pour que le féminisme irrigue partout. Je m'inscris plutôt dans cette veine. Par exemple, en CAPA, je vais veiller à ce qu'il y ait autant de femmes que d'hommes promus dans le corps des agrégés. Il y a d'autre part les organisations féministes de type MLF ou Osez le féminisme. Il s'agit plutôt de faire du lobbying, sur des thématiques féministes. C'est deux façons de nourrir le débat public.

Personnellement, il y a des thématiques qui me tiennent à cœur, comme l'éducation à la sexualité. La loi la rend obligatoire. Dans la réalité, c'est rarement appliqué ! Néanmoins, je pense que c'est un combat qui n'est pas réservé aux femmes. Il y a des hommes féministes. Et certaines femmes ne sont pas moins sexistes que les hommes ! Tout cela peut s'expliquer. Michel Bozon (EHESS) donne des clefs pour le comprendre.

Je me suis rendu compte que les positions de chacun étaient à replacer dans des débats politiques plus larges. Delphy est une féministe matérialiste, marxiste. D'autres s'inscrivent dans des dynamiques intersectionnelles. D'ailleurs, je serais moi-même plutôt intersectionnelle. Les marxistes oublient qu'il existe d'autres dynamiques que celles des classes comme celle des races (en France, par exemple, les femmes blanches et les femmes noires ne vivent pas les mêmes réalités) ou celle des religions (une femme qui porte le voile ne vit pas non plus les mêmes réalités que celle qui n'en porte pas).

R.I. : Passons au métier. Comment es-tu devenue enseignante ?

A.P.: Je me suis toujours laissé des portes ouvertes. Quand je me projetais dans le métier de prof, je me disais « pourquoi pas ? ». Mais je n'ai jamais eu l'impression de ne pas pouvoir faire autre chose. Un prof à la fac nous disait qu'un métier c'est la rencontre de deux compétences. Moi, c'était les mots et les gens – j'ai toujours été un peu animatrice. Après la Prépa Littéraire, j'ai fait une Licence de Lettres - où je me suis un peu ennuyée – et de l'Anglais. Là, la voie s'est affirmée. J'ai passé le CAPES. J'ai eu mon premier poste à 24/25 ans. Puis l'Agreg à 32/33 ans.

R.I. : Dirais-tu de ton métier qu'il traduit une forme d'engagement ?

A.P.: Pas obligatoirement. On peut faire cours comme on vend du pain. Il y a des collègues qui ne se posent pas trop de questions. C'est aussi un métier. En ce qui me concerne, je suis sensible à l'émancipation des jeunes filles. Il s'agit de les armer, en développant leur capacité à argumenter, par exemple, afin qu'elles choisissent leurs destins. Mais je dois dire que quand on passe des Lettres à la Socio, ça peut-être un peu déprimant... Mais bon, la socio donne des outils pour conscientiser les choses. Petit à petit, on peut changer les choses.

J'ai deux enfants. Ils ont 5 et 1 an et demi. J'ai éprouvé moi-même la tendance à assigner les femmes à « leurs tâches ». Mon conjoint est infographiste, intermittent

du spectacle. On lui donne à 18H00 du boulot à faire pour le lendemain. Il rentrait tard... Il a fallu négocier. Cela a été tendu. Aujourd'hui, il me remercie. Deux fois par semaine, il récupère les enfants. Moi, ça me permet d'aller au cinéma, au Conseil d'Administration de mon établissement. Lui, il voit ses enfants, il joue avec eux.

R.I. : Tu qualifies de déprimant le passage des Lettres à la Sociologie. Tu t'intéresses à la Sociologie ?

A.P.: J'ai suivi les cours de socio à l'EHESS pendant ma grossesse. J'ai obtenu un DU sur le genre en septembre 2019, à Rennes. J'ai suivi trois modules et produit un mémoire. J'ai travaillé sur les relations de genre entre les élèves dans les couloirs de mon établissement. J'ai procédé à des observations et à des entretiens. J'ai pu constater du côté des filles à quel point elles sont confrontées à des injonctions contradictoires. L'institution les enjoint à développer leur esprit critique et dans le même temps, elle refuse un certain nombre de critiques. Sur le port du voile par exemple : l'institution porte haut les couleurs de l'égalité et dans le même temps les filles subissent une domination non interrogée à l'intérieur de l'institution ! Et quand elles s'émancipent de cette domination masculine, c'est en mobilisant des catégories qui paradoxalement la reproduisent. Il y a d'ailleurs des auteures célèbres qui fonctionnaient sur ce registre : Georges Sand, la maîtresse de Musset, se vivait comme un mec, donc meilleure que les autres femmes. Olympe de Gouge n'étaient pas tendre avec les autres femmes.

C'est un vrai sujet. A la fac, partout. Au Sgen même. La commission exécutive est majoritairement masculine... On est loin de la mixité proportionnelle.... On doit balayer devant notre propre porte ! 50/50, ce n'est pas juste quand les femmes représentent 70% des enseignants.

R.I. : La mixité proportionnelle ne pourrait-elle pas avoir comme effet pervers de conforter la conception genrée du métier ?

A.P.: Il faut accepter les solutions instables. C'est le propre de la démocratie. La lutte des classes propose de contribuer à l'émancipation des ouvriers. Mais elle masque la domination masculine. La grille de lecture féministe œuvre à l'émancipation des femmes. Elle masque le fait que 70% des décrocheurs sont des garçons...

Entretien avec Fabrice Basset, jeune militant Fep-CFDT

Fabrice Basset, 35 ans¹. Il enseigne le Français au lycée Saint Vincent de Paul de Nîmes. Premier poste à 23 ans au lycée Sainte Louise de Marillac, à Perpignan. Premier contact avec la CFDT via un collègue cédétiste, « le plus actif (...) pour améliorer les choses pour les personnels et les élèves », dans un établissement où il y avait « beaucoup de violence ». Première adhésion à 26 ans. Il est Délégué syndical, élu au CSE et chargé de mission pour le Fep-CFDT, en relation avec la Secrétaire Nationale responsable du développement, « sur la question des jeunes ».

Revue de l'Irea : Quel est ton parcours syndical ?

Fabrice Basset : J'ai participé très tôt aux manifestations et grèves dans ma vie d'étudiant et de lycéen (Claude Allègre, CPE CNE, autonomie des universités). J'ai vu aussi le parcours de mes parents à l'époque du passage aux 35 heures. Ça m'a intéressé, mais je n'ai adhéré à un syndicat qu'une fois prof titulaire. Actuellement je suis DS, DP, secrétaire du CSE de mon établissement et chargé de mission pour la Fep-CFDT

R.I. : Comment en es-tu venu à adhérer à la CFDT ? Pourquoi la CFDT ?

F.B. : J'ai travaillé dans un établissement dans lequel il y avait beaucoup de violence. La direction était sous tutelle. Et j'ai vu mes collègues agir pour améliorer les choses pour les personnels et les élèves. Le collègue le plus actif était SG Fep-CFDT pour les Pyrénées Orientales. J'ai découvert les valeurs de la CFDT dans l'action sur le terrain et j'ai adhéré.

R.I. : As-tu eu ou as-tu eu d'autres engagements ?

F.B. : Je milite avec trois associations liées à la cause animale et l'environnement. D'abord en donnant financièrement mais aussi en participant à des actions et des réunions. Je pense m'y impliquer davantage à l'avenir.

R.I. : Tu n'évoques pas ton engagement contre la LGBTphobie ?

F.B. : Je ne milite pas dans une association contre la LGBTphobie. J'ai pu faire venir un intervenant sur cette question dans mon établissement, mais je ne suis pas militant d'une association en particulier.

R.I. : Tu as été - es toujours – le référent à la Fédération en matière de développement en direction des jeunes. Peux-tu me dire deux mots sur ta mission ? Qu'as-tu appris sur l'engagement syndical des jeunes collègues

¹ La Fep-CFDT organise tous les deux ans un « Rassemblement des jeunes adhérents » à l'attention des adhérents de moins de 36 ans. De ce point de vue, Fabrice est donc un jeune adhérent de sa Fédération. C'est nous qui l'avons sollicité.

F.B. : Je suis le lien entre la Confédération et la SN développement de la Fep, sur la question des jeunes. Cela m'a amené à participer à des réunions qui m'ont permis de rencontrer les responsables jeunes des autres fédérations, des URI, de la confédération. J'ai pu participer également à la dernière édition d'Effervescence(s). Pour la fédération, ma mission consiste à organiser le Rassemblement des Jeunes Adhérents (auquel j'avais moi-même participé au moment de mon adhésion en 2011) qui alterne avec le Rassemblement des Nouveaux Adhérents, avec d'autres militants².

L'engagement des jeunes est assez spontané en général, cela tient selon moi à la capacité d'indignation. En revanche il se porte plutôt favorablement vers des associations dans un premier temps ou vers les partis politiques. Ceux qui se tournent vers le syndicalisme ont déjà côtoyé le syndicalisme étudiant ou ont une culture familiale syndicale. L'engagement auprès d'un syndicat est souvent, comme cela a été mon cas, le fruit d'une rencontre dans le milieu professionnel.

Je ne sais pas si les jeunes ont un engagement spécifique en termes de sujets. Mais je pense que leur engagement est la plupart du temps fort en politisation, en idéologie. Les réactions sur les sujets revendicatifs sont vives, acerbes, vivifiantes, mais elles se heurtent parfois au manque de souplesse de nos organisations, c'est pour moi le principal écueil dans la transformation de l'engagement jeune en militantisme syndical jeune.

R.I. : Quelles sont les expériences les plus marquantes parmi tous tes engagements ? Peux-tu me raconter deux événements ?

F.B. : Avec les militants impliqués, nous avons pu faire participer une délégation jeune au congrès de La Rochelle³. Ils nous ont accompagnés tout au long du congrès, ça a été une belle découverte de notre structure et de son fonctionnement démocratique.

A titre personnel je pense que le RJA de 2011 a été le plus marquant pour moi car c'est cet événement qui a été le point de départ de tous les engagements que j'ai pris par la suite. C'est, avec Effervescence(s), un moment qui m'a donné le sentiment de faire partie d'un collectif CFDT qui dépasse nos situations personnelles et professionnelles individuelles.

R.I. : Quels étaient les professions de tes parents et de tes grands parents ? Ta famille, tes amis avaient-ils un engagement associatif, syndical, politique ? Bref, étais-tu, jeune, en contact avec des gens engagés ? Si oui, peux-tu me présenter l'une de ces personnes, celle dont l'engagement t'a le plus marqué ?

F.B. : Mes grands-parents étaient maraîchers et maçons. Mon père est livreur, ma mère auxiliaire de vie pour une mairie. Il y a eu peu d'engagement syndical dans ma famille, même si les organisations syndicales étaient souvent présentes dans les

² Nous avons choisi de ne pas nommer ces militants pour garantir leur anonymat.

³ La Fep-CFDT a organisé son 38^e Congrès à la Rochelle du 24 au 28 avril 2017.

discussions, sous un angle qui n'était pas toujours positif. J'ai fréquenté les syndicats étudiants de l'université de Perpignan où j'ai fait mes études. Mais je ne peux malheureusement pas, dans ce cercle familial ou amical antérieur à 2011, présenter une personne liée au syndicalisme qui m'aurait influencé.

R.I. : Parlait-on politique chez toi, dans ta famille ? Si oui, à quelle occasion ? Pour défendre quelles idées, plutôt ? De droite, de gauche ? Sais-tu d'ailleurs ce que votent/votaient tes parents ? Comment te positionnais-tu ?

F.B. : On parlait beaucoup politique. Souvent dans des termes qui heurtaient mes convictions. Les discussions politiques avec mes parents étaient très animées. Je ne votais jamais comme eux.

R.I. : Te souviens-tu d'un événement qui a provoqué chez toi une forme d'admiration ou au contraire d'indignation et qui pourrait traduire une forme d'appétence à l'engagement ? Si oui, lequel ?

F.B. : Mon premier vote a été pour la présidentielle de 2002... J'avais 18 ans, et j'avais beaucoup suivi la campagne. Je crois qu'on peut dire que ça a été un déclencheur fort.

R.I. : Ton premier engagement ?

F.B. : Mon premier engagement a été associatif avec AIDES. Il s'agissait essentiellement de distribution de tracts et de collage d'affiches pour lutter contre la sérophobie et les LGBTphobies.

R.I. : Peux-tu me citer des personnes qui pour toi incarnent une forme d'engagement ? T'arrive-t-il d'y penser de temps à autres ? Les admires-tu ? T'inspirent-elles ?

F.B. : Quand je pense à l'engagement et à la capacité à faire bouger les lignes, j'ai une image de force. Pour moi c'est Daniel Balavoine qui incarne cette image, plus particulièrement dans son célèbre coup de gueule face à François Mitterrand alors qu'il n'était encore que candidat à la présidence. J'y pense souvent, en cours mais aussi dans la vie de tous les jours, aux mots qu'il prononce pour mettre en garde contre le désespoir.

R.I. : Qu'attends-tu du syndicalisme aujourd'hui ? Quel avenir lui vois-tu ? Où en es-tu dans ton engagement syndical ?

F.B. : J'attends du syndicalisme qu'il sache faire face aux grandes crises (climatiques, politiques, économiques...) qui s'annoncent. J'aimerais un syndicalisme qui sache s'adapter et accueillir ceux qui n'ont pas encore 18 ans aujourd'hui et à qui on répète à longueur de journée que nous n'existerons plus en 2050.

Je suis actuellement chargé de mission pour le développement jeune avec la Fep, après avoir été secrétaire fédéral pendant quatre années. Je suis aussi DS et DP dans mon établissement. Je suis toujours en recherche de la façon la plus efficace et la plus utile pour agir pour mes idées. Je pense qu'il est sain de se questionner et de ne pas s'enfermer dans un fonctionnement.

R.I. : Passons au métier. Quel est ton parcours de prof ? Pourquoi ce métier ?

J'ai toujours voulu être prof, depuis le primaire. J'ai eu la chance d'avoir des profs qui m'ont encouragé dans mon goût pour les études et pour la littérature. Le métier de prof est venu assez naturellement, par le besoin de communiquer, de partager.

R.I. : Vis-tu ton métier de prof comme un engagement ?

F.B. : Pour moi, être prof c'est un engagement pour les autres, une mission de service. C'est contribuer à créer quelque chose d'important, participer à des évolutions. On ne peut pas être qu'idéaliste, c'est sûr. Mais c'est un aspect important.

R.I. : Des choses à dire que mes questions ne t'auraient pas permis de formuler pour mieux comprendre tes engagements. ?

F.B. : Une dernière chose, je pense que lorsque l'on parle d'engagement syndical, on parle surtout d'une rencontre entre une personne et nos valeurs. Cette personne il faut savoir l'accueillir et lui laisser prendre la place qui lui plaira, pas celle qu'on lui destine. Cela veut dire aussi accepter de prendre un risque en faisant confiance et en gardant l'esprit ouvert. Les valeurs de la CFDT doivent être au cœur de chaque engagement, du côté du militant en devenir mais aussi de la structure dans laquelle il arrive.

Jeunesses engagées¹

Par Valérie Becquet

L'engagement des jeunes est une question socialement vive. Leurs pratiques donnent souvent lieu à des commentaires qui portent sur leur intensité, leurs justifications et leurs modalités. Ces commentaires, oscillant entre l'enthousiasme et la disqualification, sont orientés par des normes d'engagement - ce que signifie s'engager et ce qui constitue un engagement – qui conduisent régulièrement à passer à côté des pratiques telles qu'elles se déploient dans l'espace social. Pourtant appréhender ces pratiques, c'est saisir les manières dont les jeunes cherchent à prendre part à la société et inscrivent ces expériences dans leur biographie. C'est également interroger leur rapport au collectif, aux institutions et à la démocratie.

Des espaces d'engagement pluriels

Tout d'abord, la compréhension des pratiques d'engagement suppose de considérer l'existence d'espaces qui sont constitués autour de phénomènes et de faits qu'ils réunissent et qui se différencient d'un point de vue cognitif (à travers des valeurs, des discours et des savoirs) et pratique (à travers des logiques d'action, des cadres d'expérience et des activités) (Mathieu, 2012) : l'espace de mouvement sociaux, l'espace des collectifs d'engagement et l'espace de l'action publique (Becquet, 2013).

Premièrement, l'espace des mouvements sociaux englobe d'un côté, les mouvements portés par les jeunes qui concernent le plus souvent leurs conditions d'étude et d'insertion professionnelle et, de l'autre, les mouvements généraux auxquels les jeunes participent. Si les causes susceptibles de mobiliser les jeunes sont nombreuses, cet espace existe également à travers la légitimité que les jeunes accordent aux pratiques protestataires et à la place qu'elles prennent dans leur expérience. La protestation constitue à leurs yeux une dimension à part entière de la démocratie. La grève et la manifestation n'en sont plus la principale expression (17% en 2019). Au fil des années, les réseaux sociaux constituent de manière croissante un espace d'expression individuelle et collective. Ainsi, en 2019, 45% des 18-30 ans ont signé « une pétition ou défendu une cause par internet, un blog, un réseau social » contre 31% pour l'ensemble de la population (CRÉDOC et alii, 2019, p. 90).

Deuxièmement, l'espace des collectifs d'engagement réunit les regroupements ayant des traits communs en matière de construction du lien social et d'articulation entre des aspirations individuelles et des organisations. Dans le cas des jeunes, il inclut les organisations de jeunes et de celles fréquentées par les jeunes, mais aussi les

¹ Valérie Becquet nous a laissé libre du titre de son article. Nous avons repris celui de l'un des ouvrages qu'elle a coordonné, dans la mesure où elle pointe sur la pluralité des espaces d'engagements et des pratiques d'engagements des jeunes. Valérie Becquet (sous la coord. de), *Jeunesses engagées*, Germe, 2014.

collectifs informels de jeunes qui privilégient une organisation non déclarée liée à la temporalité d'un projet ou à une conception des formes de l'action collective. C'est souvent au sujet de ces collectifs et de leur caractère protéiforme que surgissent des commentaires sur l'absence ou la diminution de l'engagement ou sur les formes qu'il prend alors que les enquêtes pointent plutôt un maintien, voire une augmentation, des pratiques bénévoles : toujours selon le Baromètre DJEPVA, 37% des 18-30 ans déclarent « donner du temps bénévole » en 2019 contre 35% en 2016 (CRÉDOC et alii, 2019, p. 91). Le plus notable est en fait une réelle diversification des formes de l'agir collectif qui s'exprime en termes de temps consacré mais aussi en termes de degrés de formalisation de l'action (collectif déclaré ou non).

Enfin, troisièmement, l'espace de l'action publique correspond à l'ensemble des dispositifs publics touchant à la citoyenneté et à la participation dans les secteurs de l'éducation et de la jeunesse. Ce registre d'intervention comporte une dimension symbolique forte dont la fonction est d'affirmer les liens entre l'État et les citoyens nécessaires à la « cohésion nationale » et positionne généralement les jeunes en première ligne. Au cours des années, les politiques de citoyenneté se sont largement transformées et diversifiées. Différents types d'instruments d'action publique sous-tendus par des approches hétérogènes de la citoyenneté et de l'engagement existent : instruction civique, droits et représentation des élèves, conseils de jeunes, service civique, etc. Leur multiplication interroge d'ailleurs sur les objectifs poursuivis, leur articulation et leur mise en œuvre (Becquet, 2018). De plus, les dispositifs étant le plus souvent étudiés séparément, la connaissance des pratiques qu'ils génèrent est inégale et ne permet pas une analyse de ce que produit cet espace d'engagement.

Ces différents espaces orientent le sens et la teneur des pratiques d'engagement des jeunes. De plus, l'analyse de leurs parcours montre que les jeunes ont tendance à circuler entre ces espaces et à y vivre des expériences plurielles complémentaires.

Des pratiques ancrées dans le quotidien

Les résultats de la recherche européenne sur la participation des jeunes dans huit villes montrent que le sens que les jeunes donnent à leurs pratiques et les formes qu'ils privilégient se construisent à l'articulation entre plusieurs dimensions (*European policy brief*, 2018).

Il convient en premier lieu de rappeler la persistance d'écart entre les jeunes qui s'expriment à travers les effets du genre, de l'origine sociale ou du niveau d'éducation sur les pratiques et reflètent des inégalités sociales en matière d'opportunités, de ressources, de risques et de reconnaissance. Ainsi, tous les jeunes n'ont pas les mêmes opportunités : l'engagement reste une pratique socialement sélective. S'y articulent des motifs qui renvoient à des processus de construction identitaire orientés par des logiques d'identification, de distanciation ou d'émancipation à l'égard d'une histoire familiale, d'un milieu social, de normes sociales, etc. Si ce travail sur le Soi s'exprime différemment dans les propos des jeunes et se traduit à travers une diversité de domaines d'actions et d'activités, il constitue la trame subjective de leur engagement. Il s'articule avec une recherche de reconnaissance de la part d'« autrui significatifs » qui peuvent tout autant être des

pairs ou des proches, que des professionnels ou des élus, avec une recherche d'appartenance à des groupes sociaux, des organisations, des institutions, etc. En cela, le processus d'engagement s'inscrit dans un rapport dialogique entre les versants individuels et collectifs de l'identité qui fait écho aux expériences (entre autres négatives comme l'échec, l'exclusion, la discrimination, etc.) que les jeunes générations vivent et aux incertitudes qu'ils connaissent et auxquelles ils parviennent inégalement à faire face. Leur action vise également à compenser les services et les prestations auxquels ils n'accèdent pas par ailleurs et qu'ils décident de produire eux-mêmes, à explorer leurs intérêts pour certains domaines ou encore à développer leurs compétences dans une visée professionnelle. Cet ancrage dans le présent ou dans le futur (par exemple les projets professionnels ou personnels) constitue le support de la participation politique, sociale ou civique et en oriente les modalités. De plus, au manque d'offres ou d'infrastructures publiques répondent une inventivité et une créativité en matière de développement d'actions et d'espaces alternatifs.

Les formes d'action investies ou élaborées par les jeunes se caractérisent par une réelle diversité. Elles se situent sur un continuum allant des dispositifs formels aux groupes informels. Cependant chacune d'elles comportent des limites. D'un côté, les premiers constituent des espaces d'expérimentation de la démocratie représentative mais sont inégalement investis par les jeunes. En effet, en leur sein, ils peinent à exprimer leur subjectivité, peuvent ressentir une forme d'instrumentalisation ou se sentent tiraillés entre les attentes des adultes et celles de leurs pairs. De l'autre, les seconds, comme les activités politiques non-conventionnelles compensent les déficits de la démocratie représentative mais ne leur permettent pas toujours de résoudre des problèmes résultant de logiques plus structurelles. De plus, les groupes informels, s'ils favorisent l'appartenance collective et l'innovation sociale, sont régulièrement soumis à des formes de pression et de contrôle de la part des institutions. A bien des égards, les jeunes cherchent à créer des espaces alternatifs qui répondent à leurs besoins individuels et collectifs mais qui mettent au passage en évidence un rapport distancié ou critique à l'égard des institutions. Ils s'approprient des espaces institutionnalisés dont ils redéfinissent les significations à travers les usages qu'ils en ont ou des espaces abandonnés pour créer de nouveaux lieux de rencontre ou de travail. Ainsi, il existe de nombreuses formes de participation quotidienne micro-politique qui ne correspondent pas nécessairement aux formats existants.

Ainsi, la compréhension des pratiques d'engagement des jeunes suppose de saisir les effets conjugués de la socialisation à l'engagement, des positions sociales des jeunes, des intermédiaires de l'engagement (comme la famille, les pairs, les professionnels, les bénévoles, etc.), des motifs des passages à l'acte, de l'attractivité des différents espaces d'engagement et des opportunités qu'ils proposent. Elle passe également par une prise en compte des caractéristiques des parcours juvéniles, des contraintes qu'ils rencontrent et des ressources dont ils bénéficient pour y faire face. Les enjeux de réussite scolaire et d'insertion professionnelle orientent les choix des jeunes et sont perçus comme des épreuves sources d'inquiétudes. Les auteurs du Baromètre DJEPVA notent d'ailleurs une « montée de l'insatisfaction et des inquiétudes, y compris parmi les mieux insérées socio-économiquement, par rapport à 2018 » (CRÉDOC et alii, 2019, p. 9). Or, les

conditions sociales du passage à l'âge adulte ne sont pas sans effets sur les pratiques d'engagement : elles se repèrent au niveau de la précocité des pratiques, des motifs successivement mis en avant et des formes privilégiées, tout comme de leur maintien ou de leur abandon. Par exemple, alors que la participation institutionnelle a tendance à aller de pair avec des expériences positives d'éducation, les expériences négatives avec des institutions comme l'école rendent plus probable une implication dans des environnements informels. Autre exemple : les usages du service civique varient en fonction des parcours des jeunes et se repèrent à travers les motifs, les attentes et le moment du recours à ce dispositif (Becquet, 2016).

Ainsi, les pratiques d'engagement des jeunes témoignent des manières dont ils cherchent à « prendre place » et à « prendre part » à la société actuelle, mais elles reflètent aussi les inégales ressources dont ils bénéficient pour le faire, les exigences auxquels ils doivent faire face, les résistances d'une société adulte-centrée qui enjoint à l'engagement tout en le craignant, qui préfère le SNU² aux mobilisations des jeunes pour le climat.

Bibliographie sommaire

- Becquet, Valérie. 2018. « Comprendre l'instrumentation des questions de citoyenneté dans les politiques d'éducation et de jeunesse : une typologie des dispositifs d'action publique », *Lien social et Politique*, 70 :
- Becquet, V. (2016). Des usages d'un dispositif public d'incitation à l'engagement des jeunes: l'exemple du service civique en France. Dans N. Gallant et S. Garneau (dir.). *Les jeunes et l'action politique : Participation, Contestation, Résistance*, Québec: PUL, 107-126.
- Becquet, V. (2014). L'école face à la citoyenneté : quelles évolutions de l'action publique ? Dans M. Meskel-Cresta, J.-F. Nordmann, P. Bongrand, C. Boré, S. Colinet et M.-L. Elalouf (dir.), *Ecole et mutation. Reconfigurations, résistances, émergences*, Bruxelles : De Boeck, 109-118.
- Becquet, Valérie. 2013. Analyser la construction des pratiques citoyennes de jeunes : objets, résultats et perspectives de recherche. Mémoire d'HDR. Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- CRÉDOC, Baillet J., Brice Mansencal L., Datsenko R., Hoibian S., Maes C., 2019, avec la collaboration de Guisse N., Jauneau-Cottet P., Baromètre DJEPVA pour la jeunesse 2019, INJEP, Notes & rapports/rapport d'étude.
- Mathieu, Lilian. 2012. *L'espace des mouvements sociaux*, Paris, Editions du Croquant.
- Spaces and Styles of Participation. Formal, non-formal and informal possibilities of young people's participation in European cities. European Policy Brief, April 2018.
- Whalter, A., Batsleer, J., Loncle, P. & Pohl, A. (ed.), *Young People and the Struggle for participation. Contested Practices, Power and Pedagogies in Public Spaces*. London: Routledge.

² Service National Universel (Ndlr)

L'engagement des jeunes aujourd'hui

Vu sous l'angle du don

Par Sylvain Dzimira

Comment des hommes libres peuvent s'associer, s'obliger les uns les autres, sans renoncer à leur liberté ? Comment des individus peuvent faire société tout en conservant leur individualité ? En se donnant à tous, car « chacun se donnant à tous, ne se donne à personne ». Cette réponse d'une incroyable concision est celle que donne Rousseau à la question du contrat social. Mais elle est plus que cela. Bien que purement spéculative, elle résonne doublement avec la réalité. D'abord, Rousseau exprime intuitivement la découverte fondamentale que fera près de 200 ans plus tard le fondateur de l'ethnologie française. Marcel Mauss suggère en effet, dans son *Essai sur le don*, publié en 1924-25, consacré à une étude détaillée des sociétés archaïques et antiques, que toujours et partout, c'est par le don – la triple obligation de donner, recevoir et rendre – que les hommes s'allient durablement, sur un mode où la liberté et l'obligation – ainsi que l'intérêt et le désintéressement – sont mêlés. Autrement dit, c'est par le don que les hommes font société.

Penser ne rien devoir à personne...

Si l'on veut bien concéder à Mauss quelque pertinence pour ce qui concerne les sociétés anciennes qu'il étudie dans le détail, on la lui conteste souvent pour ce qui est des sociétés modernes. Le don, objecte-t-on, c'est peut-être l'univers des Sauvages, mais ce n'est sûrement pas celui des Modernes. C'est à la fois vrai et faux. Pour le comprendre, il faut repasser par Rousseau : il semble bien que nous ayons fini par trouver, dans nos grandes sociétés modernes, les dispositifs institutionnels qui permettent que chacun se donnant à tous, ne se donne à personne, mais vraiment à personne. C'est la deuxième résonance de son propos avec la réalité. En effet, nous nous donnons – au sens où nous consacrons individuellement et collectivement nos vies – à une Mégamachine impersonnelle constituée du couple Etat-marché qui, en assurant à la fois une circulation des richesses dans une relative abondance plus ou moins inégalement distribuée et une solidarité impersonnelle *via* des mécanismes de protection sociale plus ou moins redistributifs, permet à celui qui y participe – à cette Mégamachine –, de ne dépendre d'aucun don de personne en particulier et dispense d'ailleurs aussi de ce fait chacun d'entre nous de nous faire les donateurs/créateurs d'hommes et de femmes liges. Une situation qui nourrit le sentiment massif que personne ne doit rien à personne en particulier, sinon à soi-même, bref que chacun s'autosuffit.

... et néanmoins se donner...

Néanmoins, si notre don impersonnel à la Mégamachine, de laquelle nous recevons beaucoup¹, nous dispense de dons interpersonnels, nous nous donnons encore, à nos proches, à nos amis, dans notre travail, dans nos engagements multiples et variés, en perpétuant le cycle du donner-recevoir et rendre, constitutif d'une myriade de petites sociétés et par là, aussi, de la grande. Il y a là une véritable énigme que nous ne comprenons qu'en supposant que cet élan qui nous pousse à nous ouvrir

¹ Qu'un nombre croissant pense ne pas s'y retrouver en termes de niveau ou de qualité de vie, et c'est la Mégamachine toute entière qui se grippe, qui est interrogée sous des formes plus ou moins conflictuelles.

aux autres par le don, à nous associer par la triple obligation de donner, recevoir et rendre, est constitutif de notre condition humaine. Si nous continuons à nous donner alors que la Mégamachine que nous avons créée nous en dispense, c'est que nous ne sommes définitivement pas les *homo oeconomicus* que nous croyons être quand nous expliquons ce que chacun fait par l'intérêt qu'il a à le faire. Finalement, l'histoire de la Modernité n'est peut pas tant celle d'une rationalisation croissante de nos activités, bien réelle, à l'œuvre notamment dans et par cette Mégamachine, que celle de la libération du don qu'elle permet de toute nécessité dans nos relations interpersonnelles. D'une certaine manière, nous n'avons jamais été aussi libres de nous faire donateurs que depuis que nous sommes enfermés dans cette cage d'acier dont parlait Max Weber. Cela colore nos engagements et notamment celui des jeunes aujourd'hui. C'est cette coloration particulière que cette libération du don leur confère que nous allons tâcher de mieux saisir.

Des engagements d'hier...

Pour bien comprendre la spécificité des engagements des jeunes aujourd'hui, peut-être n'est-il pas inutile d'opérer une comparaison avec celle de leurs aînés avant que cette Mégamachine ne produise ses effets en termes de libération du don.

Tant que la Mégamachine ne garantissait pas à chacun le niveau et la qualité de vie attendus, l'engagement et le don de soi, dont il procède, étaient sans doute davantage contraints que libres : la nécessité simplement matérielle obligeait à s'engager. Sans compter que l'engagement de chacun obligeait lui-même à s'engager à son tour. Sans doute aussi l'engagement était-il fortement intéressé, et matériellement intéressé. D'autant que s'organisait une solidarité qui pouvait venir compenser celle, balbutiante, du couple Etat-Marché. C'était le temps des luttes ouvrières. Les acquis en termes de droits, qu'on peut comprendre comme autant de signes de reconnaissance difficilement arrachés du fait que les ouvriers se donnaient bien au-delà de ce qui était contractualisé – car au fond, c'est toute leur vie qu'ils donnaient à travailler 10, 11, 12 heures par jour et parfois plus – obligeaient à leur tour à s'engager toujours davantage et durablement. La lutte collective avait du sens car chacun se donnait à tous, et recevait les fruits de l'engagement de tous. On luttait pour soi, mais aussi et d'abord pour tous, pour la classe ouvrière, pour les siens, mais aussi, bien au-delà, pour l'émancipation de l'humanité d'un régime d'exploitation de l'homme par l'homme, qu'il s'agissait d'abolir ou de réformer.

... à ceux des jeunes aujourd'hui

On aura noté que les jeunes n'apparaissent pas dans cette présentation. Ils se fondent en quelque sorte dans la classe qui est le véritable acteur des luttes sociales. Aujourd'hui, le sentiment d'appartenance de classe s'étant affaibli, d'autres vecteurs identitaires ont pris le relais, tel l'âge, de sorte qu'on en vient aujourd'hui à se demander ce qu'il en est de la question de l'engagement des jeunes, question qu'on ne se serait assurément pas posée au début du siècle dernier. Qu'en est-il donc de leur engagement ? Que nous apprennent les travaux sur leurs engagements une fois qu'on les traduit dans le langage du don ?

Les jeunes qui s'engagent se donnent manifestement de la manière la plus libre et désintéressée qui soit. C'est, on l'a vu, l'un des effets de la puissance émancipatrice de la Mégamachine. Pour autant, l'obligation de se donner n'est pas moins forte. Mais elle s'étaye davantage sur l'obligation qui est désormais massivement la leur de

se singulariser, par tous les moyens, que sur ce qu'ils estiment avoir reçu, de la Mégamachine notamment, considéré comme un dû, parfois nettement insuffisant au regard de ce qu'ils estiment que leurs parents ont donné à la France, nous dit Julien Rémy à propos des jeunes de banlieue issus de l'immigration postcoloniale. L'obligation de s'engager se mêle à celle de se donner à voir dans sa singularité dans un engagement néanmoins collectif. Cette manifestation de soi s'engageant collectivement s'exprime notamment *via* les réseaux sociaux, si bien utilisés par certaines féministes comme le montre Armelle Weil. Par ailleurs, bien que désintéressés, leurs engagements traduisent un intérêt pour eux-mêmes au moins aussi important que l'intérêt qu'ils portent à ceux qui bénéficient de leurs engagements, car au fond, ils ne sont pas moins les destinataires de leurs engagements que ceux auxquels ils se consacrent, au point de lutter pour leurs destinataires mais sans eux, comme le remarque Jocelyne Porcher au sujet de certains jeunes attachés à « la cause animale ». Car, au fond, c'est surtout de leur salut dont il s'agit, qu'ils le situent ici-bas ou dans un au-delà pour les jeunes séduits par le radicalisme religieux qu'a rencontrés O. Bobineau. Ils visent d'ailleurs au moins autant à s'émanciper eux-mêmes qu'à émanciper les autres. D'ailleurs, si leurs engagements ne leur donnent pas satisfaction en la matière, ils se désengagent aussi vite qu'ils se sont engagés², pour rechercher leur salut ailleurs, dans une autre cause à défendre, surtout s'ils considèrent que le temps leur est compté. Et, s'il le faut, ils le feront à différentes échelles, globale, locale, glocale, puisque cette possibilité leur est désormais offerte.

Des luttes d'hier...

Il n'est peut-être pas inutile de préciser où est le don dans ces engagements alors qu'il a été beaucoup question de luttes... Le don est tout à la fois la modalité de l'engagement de chacun (s'engager, c'est avant tout donner de son temps et de soi), ce qui participe à la création du collectif (chacun recevant des autres et donnant à son tour), et la modalité de l'action collective, la lutte n'étant pas étrangère au don lui-même. En effet, tant qu'elle ne bascule pas dans la violence qui vise l'anéantissement de l'adversaire, la lutte institue une forme d'alliance qui peut se comprendre sous le signe du don. Les manifestations ou les grèves du mouvement ouvrier, organisées syndicalement, étaient surtout l'occasion, pour l'essentiel, de se montrer le plus « généreux » possible dans sa démonstration de force, aux siens mais également à l'adversaire, de lui donner à voir sa puissance, jusque dans la rue, au risque du sang versé parfois, jusqu'à ce qu'il *rende* les armes, c'est-à-dire cède aux revendications, principalement matérialistes, nous dit Ronald Inglehart, mais dont la visée était aussi émancipatrice. Autrement dit, si le don n'exclut pas le conflit, comme l'a bien montré Mauss³, le conflit lui-même, la lutte des classes notamment, n'exclut pas le don. Bien sûr, dire qu'il est aussi question de dons dans ces luttes ne revient pas à nier l'existence des calculs et des intérêts individuels et collectifs en jeu. Mais avant de pouvoir faire valoir des intérêts collectifs, et d'élaborer des stratégies en vue de les voir satisfaits, encore faut-il qu'un collectif existe. Or, il s'institue et se régénère par les dons incessants dont procèdent les engagements de chacun notamment, et par l'identification sinon d'un ennemi, du moins d'un

² J.ion parle « d'engagement post-it ».

³ Mauss l'avait lui-même souligné. Il s'était en effet particulièrement intéressés aux potlachs, ces cérémonies lors desquelles les chefs, bien souvent, scellent les alliances entre leurs clans en rivalisent de générosités à l'occasion d'invitations mutuelles notamment.

adversaire, celui contre lequel on s'engage. Dans le cadre symbolique de la lutte des classes, cet ennemi est clairement identifié : c'est le capital, incarné par la classe bourgeoise. L'engagement est d'autant plus stable que cette vision du monde ne souffre d'aucune incertitude, les idéologies – marxiste et socialiste – qui la sous-tendent étant largement relayées par les instances de socialisation du monde ouvrier que sont les syndicats et les partis politiques.

... aux engagements radicaux des jeunes d'aujourd'hui

Ce retour au mouvement ouvrier, à la lutte des classes dans laquelle il s'inscrit, à ses visées matérialistes permet de saisir à quel point l'engagement a changé. Pour les jeunes qui s'engagent aujourd'hui, la lutte des classes ne fait plus sens. D'ailleurs les jeunes qui s'engagent ne luttent pas : ils « militent » ou s'engagent, dans d'autres cadres que ceux de leurs prédécesseurs : l'association formelle ou informelle a supplanté tendanciellement la classe, l'action en réseau, l'action syndicale ou partisane. Et ils le font non pas avec une visée matérialiste, mais au nom de valeurs. Inglehart soulignait déjà dans les années 70 que les engagements qu'il voyait émerger traduisaient l'entrée dans une nouvelle ère, « postmatérialiste ». Les nouveaux mouvements sociaux identifiés par Touraine en France : le féminisme, le régionalisme, les mouvements étudiants, l'écologie il y a 50 ans déjà, la cause animale, le mouvement LGBT, la religion aujourd'hui, etc. en sont l'expression. Il est parfois question de perte des valeurs. Mais en réalité, on assiste plutôt à une multiplication de celles au nom desquelles les jeunes agissent aujourd'hui. Si les signifiants de l'engagement sont moins martiaux, l'engagement des jeunes est plus radical que celui de leurs prédécesseurs, au sens où l'entend O. Bobineau, c'est-à-dire au sens où ils mettent ces valeurs au cœur de la construction de leurs identités individuelles et collectives. Mais si ces engagements radicaux peuvent assurément se placer sous le registre du don, ils peuvent également s'en éloigner quand ils glissent du registre du don à celui du sacrifice et/ou de la violence.

S'engager, c'est s'humaniser

Bien que la nécessité matérielle ne les y oblige pas comme elle pouvait obliger leurs aînés au temps des luttes ouvrières, bien qu'ils disposent de droits conquis à l'occasion de ces luttes et des suivantes, les jeunes s'engagent et donnent d'eux-mêmes, mus par des valeurs au nom desquelles ils mènent des combats qui dépassent souvent leurs propres cas : les uns défendent la cause animale, d'autres celle des générations futures, et d'autres encore celle des migrants etc. Bref, comparativement, leurs engagements n'ont jamais été aussi libres et désintéressés, si bien que, si l'on suppose que la contrainte ou l'intérêt sont les ressorts profonds de nos actions, on peut s'étonner qu'ils s'engagent. L'hypothèse qu'est la nôtre, est que cet engagement n'exprime rien d'autre au fond que notre condition humaine d'animal politique. En deçà du sens que chacun donne à son engagement, il y a cette obligation de sortir librement de nous-mêmes, de nous lier, qui nous humanise, pour le meilleur ou pour le pire. Et cela s'opère par le don, la triple obligation de donner, recevoir et rendre.

Revenons, pour conclure, sur la multiplication des valeurs au nom desquelles les jeunes s'engagent. Elle fait directement écho à l'absence d'identification d'un ennemi ou sinon d'un adversaire commun, liée à l'affaiblissement des grands récits que proposaient les idéologies du XX^e siècle. L'ennemi, c'est pour certains le capital,

toujours, mais il est de moins en moins incarné et de plus en plus associé au « système », diffus, présent partout et nulle part et par conséquent difficile à combattre. Mais l'adversaire ou l'ennemi peut tout aussi prendre la figure du sexisme (non moins impersonnelle) pour les féministes, de l'industrie pour les défenseurs de la cause animale, de l'Etat ou de l'Occident pour les jeunes engagés sur la voie de la radicalisation islamiste, par exemple. Mais les jeunes peuvent avoir encore plusieurs adversaires successivement ou même simultanément, comme en témoignent les propos que nous avons recueillis auprès des jeunes engagés syndicalement, au Sgen et à la Fep : l'adversaire c'est d'abord l'employeur quand il est sourd à leurs revendications, mais aussi le sexisme pour Aude et nos modes de production et de consommation, qui détruisent notre environnement et maltraitent les animaux d'élevage, pour Fabrice. De ce point de vue, on peut vraiment se demander si les jeunes constituent bien une catégorie politique pertinente. A défaut d'un nouveau grand récit commun qui donne du sens à chacun et à l'ensemble de leurs engagements, ils semblent condamnés à un éclatement en autant de parcelles qu'il y a de causes et de valeurs à défendre.

Bibliographie sommaire

- Bobineau, O., *Les Formes élémentaires de l'engagement*, temps Présent, 2010
- Dzimira S., *Mauss, savant et politique*, La Découverte, 2007.
- Godbout, J., *L'Esprit du don*, La Découverte, 1992.
- Ion, J., *S'engager dans une société d'individus*, Paris, Armand Colin, Coll. « individu et société », 2012
- Latouche, S., *La Mégamachine*, la Découverte, 2004
- Mauss, M., Essai sur le don, in *Sociologie et Anthropologie*, PUF, 1995 (1950)
- Rousseau, J.-J., *Du contrat social*, Garnier Flammarion, 2011.

S'engager dans et par le travail ?

Reconversions professionnelles et renouvellement de l'engagement politique

Par Anne de Ruyg

A l'automne 2018, à la suite de la publication par les scientifiques du GIEC d'un nouveau rapport alarmant sur les impacts du réchauffement climatique, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants de grandes écoles françaises signaient un *Manifeste pour un réveil écologique*¹ et indiquaient leur refus de travailler pour des entreprises qui feraient passer le profit avant leur responsabilité sociale et environnementale. Ce manifeste appelait à « s'engager à travers son emploi » pour sortir de contradictions individuelles quotidiennes, faire pression sur les entreprises et *in fine* œuvrer en faveur d'un changement radical. Ce type d'appel à l'action individuelle par le travail, pendant de la consommation engagée, montre que l'engagement au travail ne se réduit pas aux formes institutionnelles comme le syndicalisme mais prend aussi la forme d'un engagement pratique à *travers* le travail. Ce renouvellement de l'engagement au travail concerne particulièrement les jeunes. Cet engagement dans le travail peut conduire à changer d'emploi à l'instar des reconversions professionnelles, souvent présentées de façon spectaculaire, sous la forme du changement de vie par lequel des cadres hautement rémunérés « quittent tout » pour devenir éleveur, brasseur de bière biologique ou instituteur. Ainsi, comme l'a montré l'enquête de Jean-Laurent Cassely², les jeunes sont particulièrement concernés par ces reconversions professionnelles qui conduisent les « premiers de la classe » à quitter le monde de l'entreprise et les « métiers à la con »³ pour des emplois urbains du commerce et de l'artisanat par exemple. Le suivi de ces bifurcations professionnelles montre l'ambivalence de cette nouvelle forme d'engagement, centrée d'abord sur l'individu, son système de valeurs et le sens qu'il trouve à son travail avant d'être un engagement politique, variable selon les trajectoires individuelles. Doit-on y voir une forme d'achèvement d'une logique individualiste centrée sur un désir d'accomplissement individuel ou une nouvelle forme de contestation politique ?

Vouloir le déclassement ?

Les changements professionnels concernent tous les actifs mais sont plus fréquents chez les jeunes : entre 2010 et 2015, un tiers des 20-29 ans ont changé de métier⁴. La plupart de ces changements sont « ascendants » et seulement deux sur dix « descendants » selon une hiérarchisation standard des qualifications et des emplois. Au sein de cette minorité « descendante », se trouvent des changements volontaires, trajectoires passant par exemple d'emplois de cadres du secteur privé à des emplois de commerçants, artisans, agriculteurs ou encore des métiers de

¹ <https://manifeste.pour-un-reveil-ecologique.org/fr>

² Jean-Laurent Cassely, *La révolte des premiers de la classe. Métiers à la con, quête de sens et reconversions urbaines*, Editions Arkhé, 2017.

³ David Graeber, *Bullshit Jobs*, Les Liens qui Libèrent, 2018 [2019 pour la traduction française]

⁴ Bernard Lhommeau et Christian Michel, « Changer de métier : quelles personnes et quels emplois concernés ? », *DARES Analyses*, n°049, novembre 2018.

l'enseignement, du conseil ou de la création. Le phénomène est peu quantifié mais commence à être observé par des enquêtes qualitatives⁵. Les professions délaissées sont le plus souvent des postes de cadres du secteur privé, jugés peu épanouissants, stressants, vides de sens – une remise en cause qui vient parfois après un *burn-out* ou au moins, une vive déception professionnelle - plus rarement des professions d'employés ou d'ouvriers qualifiés. Les professions exercées après reconversion peuvent accompagner un changement de mode et de lieu de vie, vers la ruralité ou des villes petites ou moyennes (agriculteurs en permaculture, éleveurs, commerçants, pluriactifs combinant différentes activités manuelles, intellectuelles et artistiques, etc.) ou s'exercer dans le cadre urbain (métiers de l'artisanat, du commerce, du conseil, de l'enseignement, des arts et de la culture).

Ce phénomène n'est pas nouveau et existait déjà durant la décennie 1970, soit sous une forme militante à visée de conscientisation politique (les « établis »), soit sous une forme centrée sur le changement de mode de vie (artisanat, néo-ruralité, commerce, etc.). Pierre Bourdieu y voyait un effet direct de l'inflation scolaire qui d'un côté produisait des attentes liées à l'obtention de diplômes que le marché du travail ne parvenait pas à satisfaire et de l'autre des recalés du système scolaire issus de milieux bourgeois qui aspiraient à reconvertir leurs dispositions sociales et culturelles dans des métiers distinctifs⁶. Les profils des jeunes qui aujourd'hui abandonnent des carrières de cadres sont différents : pour une bonne part d'entre eux ils sont plutôt fortement dotés en capitaux scolaires, facilement intégrés sur le marché du travail, en contrat à durée indéterminée et engagés dans des carrières ascensionnelles – des « premiers de la classe ». Ainsi ces reconversions professionnelles ne peuvent être réduites à un reclassement professionnel distinctif d'individus objectivement déclassés, elles démontrent plutôt une remise en cause des hiérarchies professionnelles standardisées à l'origine des mesures de la mobilité sociale « ascendante » ou « descendante » et des représentations sur le « bon poste », les « bonnes études » ou encore la « belle carrière ». Sans que le classement des emplois soit inversé, des critères comme l'autonomie au travail, la qualité du travail effectué, la mobilisation manuelle et intellectuelle de l'individu prennent le pas sur la rémunération et la place dans la hiérarchie.

Une recherche de cohérence éthique

Parmi les motivations qui conduisent au changement professionnel, on trouve principalement la recherche de sens et d'utilité sociale dans le travail ou encore la défense de valeurs personnelles, sociales ou écologiques. Les critiques des jeunes cadres envers leur emploi portent sur la finalité du profit qui l'emporte systématiquement au détriment des relations humaines dans l'entreprise et de la prise en compte de l'environnement. L'absence de considération pour l'humain est une critique qui revient souvent dans les récits recueillis d'où le sentiment de perte

⁵ Anne de Rugy, « Vouloir le déclassé ? Vouloir le déclassé ? De la critique des hiérarchies professionnelles à la critique de l'ordre économique », *Politiques de communication*, n°10, 2018/1, p. 125-157

⁶ Pierre Bourdieu, « Classement, déclassé, reclassement », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1978/24, p. 2-22.

de sens et la volonté de changer d'emploi pour « ne pas faire de mal » (aux autres et à la nature) ou encore « ne pas cautionner un système que l'on reproche ». Cette critique du travail de cadres se réfère davantage à un registre éthique qu'à un registre directement politique s'exprimant par exemple davantage comme un refus de voir l'argent omniprésent et unique finalité des activités humaines plutôt que comme une critique du profit ou du capitalisme. La recherche d'une visibilité de l'utilité du travail montre aussi que l'utilité du travail ne peut se limiter à sa définition économique – le simple fait qu'un travail soit demandé et rémunéré laisse la question de son utilité au jugement de l'employeur, déterminé par la possibilité d'en tirer un gain pour lui-même. Les nouveaux métiers choisis le sont souvent pour la réappropriation de la production qu'ils permettent et la visibilité sociale et tangible de leur utilité : ainsi en est-il du métier de réparateur de motos dont Matthew Crawford fait l'éloge, en comparaison de celui de cadre « manipulateur d'abstractions »⁷.

Les justifications données au changement se réfèrent aussi à une logique de l'émancipation individuelle : l'« exit » professionnel⁸ est posé comme une manière de sortir des contradictions individuelles entre des aspirations éthiques, écologiques et sociales, et un poste productif. Ces contradictions peuvent être douloureusement et intimement vécues quand par exemple, le cadre habitant dans un éco-village participatif se retrouve à fermer les yeux devant les émissions de carbone de son entreprise ou encore les licenciements répondant à une logique de l'actionnaire voire à être témoin de pratiques illégales (pots-de-vin, pollutions sauvages, etc.). Le changement professionnel devient la voie qui permet de retrouver une cohérence personnelle et de répondre à l'aspiration à être « en accord avec soi-même ». Avant d'être une revendication politique, le changement professionnel est revendication à se départir des normes sociales, familiales et institutionnelles qui hiérarchisent les professions et imposent des formes de vie et de « réussite » sociale. Le travail qui convient et dans lequel on s'engage est celui qui fait résonance avec soi⁹.

Un engagement politique par le travail ?

Défini comme éthique, l'engagement dans le travail n'est pas toujours dépolitisé comme pourrait le laisser penser la mobilisation d'une rhétorique du choix individuel et de l'éthique personnelle. Les liens entre engagement politique et changement professionnel varient selon les trajectoires individuelles. Pour certains, la mise en cohérence de soi par le travail est l'étape ultime d'un engagement militant traditionnel dans les syndicats, les partis, les associations. Le changement professionnel permet de réaliser dans le travail des principes écologiques et sociaux défendus en dehors de la sphère du travail. Mettre en pratique ses principes est une manière de répondre parfois aux déceptions du militantisme politique traditionnel (chronophage, enfermement, absence de résultats tangibles...) et de les faire vivre en tentant de convaincre par l'exemple. Ainsi, le travail est un aspect important du « militantisme

⁷ Matthew Crawford, *Eloge du carburateur. Essai sur le sens et la valeur du travail*, La Découverte, 2010.

⁸ Albert O.Hirschman, *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, Université de Bruxelles éditions, 2017 [1970]

⁹ Hartmut Rosa, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, La Découverte, 2018.

existentiel »¹⁰, celui qui se vit au quotidien à travers sa propre forme de vie. D'autres refusent, parfois avec virulence, toute prétention à l'engagement politique et au prosélytisme des formes de vie : l'engagement est vécu comme individuel, a-politique et subjectif. Mais entre ces deux figures opposées se construit un continuum de nuances dans l'engagement à travers le travail et le changement professionnel peut aussi être l'occasion d'une politisation - à l'instar du jeune manager diplômé d'une école de commerce devenu « commerçant militant » en ouvrant un magasin *Biocoop* puis s'investissant au sein de la structure coopérative. La dimension individuelle de l'action se conjugue avec un engagement qui vise l'intérêt général.

Enfin, l'absence de politisation explicite de ces changements professionnels individuels n'empêche pas une politisation latente, engagée dans les formes de vie, de consommation et de travail. Ce que disent ces trajectoires de bifurcation vers des emplois moins rémunérés et traditionnellement moins prestigieux, c'est que le travail ne peut être considéré comme un simple moyen quand la consommation serait la fin ultime. Si l'esprit du capitalisme moderne, pour reprendre l'expression de Max Weber, vise à s'engager dans le travail, non plus pour des raisons religieuses mais en vue d'obtenir des biens de consommation, alors celui qui renverse les finalités, fait du travail une fin en soi et est prêt pour cela à limiter sa consommation, exerce une forme de contestation par les pratiques. Quand la forme de vie est vécue comme choisie - ou au moins pas totalement imposée - elle peut devenir une forme de contestation *en pratique* des idéaux sociaux centrés sur la réussite matérielle. Cette prise de distance en actes par rapport à un ordre économique dominant s'ajoute au répertoire politique de la contestation, parfois verbalisée sous la forme d'une critique de l'ordre dominant, parfois seulement défendue comme une orientation personnelle.

Les reconversions professionnelles sont révélatrices des nouvelles formes de l'engagement de la jeunesse. Cette dernière, plus défiante envers les formes institutionnelles du politique, aspire à des formes d'engagement plus efficaces et ancrées dans les pratiques individuelles. L'éthicisation du politique passe par l'exemplarité et l'application à soi-même des valeurs et pratiques qui pourraient préfigurer un changement social. Paradoxalement, cette évolution replace le travail et la consommation au cœur de l'engagement et invite à penser les formes de vie comme politiques.

¹⁰ Émeline de Bouver, « Éléments pour une vision plurielle de l'engagement politique : le militantisme existentiel », *Agora débats/jeunesses*, n°73, 2016/2, p. 91-104

Les auteurs de ce numéro

Valérie Becquet est Sociologue, professeur des universités, CY Cergy Paris Université, Laboratoire Ecole Mutations Apprentissages. Elle mène des recherches sur l'engagement des jeunes et les politiques publiques visant à le promouvoir. Ses travaux ont porté sur les carrières d'engagement des jeunes, les dispositifs de participation scolaire et extra-scolaire et le service civique. Elle a notamment publié : « Comprendre l'instrumentation des questions de citoyenneté dans les politiques d'éducation et de jeunesse : une typologie des dispositifs d'action publique » (*Lien social et politiques*, 80), « Le service civique et les jeunes en difficultés. Du ciblage politique aux usages juvéniles » (*Lien social et politiques*, 70), « Analyser la contribution d'un dispositif public à la socialisation politique. L'exemple du service civil en France » (*Politique et sociétés*, 32 (2)) et dirigé *Jeunesses engagées* (Syllepse, 2014) et (avec Maurice Corond), *Les défis du futur pour les éducateurs*. Neurosciences, numérique et mutations politiques (L'Harmattan, 2019).

Olivier Bobineau est sociologue, docteur en sociologie et habilité à diriger des recherches, il a enseigné à La Sorbonne (Paris V), l'Institut catholique de Paris, l'Essec, Sciences Po Paris, avant de créer et diriger The Olive Branch, cabinet d'études et de conseils en sciences humaines, appliquées à l'apaisement du lien social. Il est . Membre titulaire du Groupe Sociétés, Religions, Laïcité (EPHE/CNRS) depuis 1995. Il a écrit de nombreux articles de rang académique publiés dans des revues nationales et internationales, ainsi que de nombreux ouvrages parmi lesquels : *La voie de la radicalisation* (avec Pierre N'Gahaene), Dunod, 2019, *Le religieux et le politique* (avec Marcel Gauchet), Paris, Desclee de Brouwer, 2010, *Les formes élémentaires de l'engagement. Une anthropologie du sens*, Paris, Temps Présent, 2010.

François Dubet est sociologue, professeur émérite à l'université de Bordeaux. Il a publié de nombreux articles et ouvrages sur les mouvements sociaux, la jeunesse, l'éducation, les inégalités sociales. Parmi ses livres les plus récents, on peut citer : *Le temps des passions tristes : inégalités et populisme*, Le Seuil, coll. Seuil-La République des idées, 2019, *Trois jeunesses : la révolte, la galère, l'émeute* (avec Joël Zaffran), Le bord de l'eau, 2018, *Ce qui nous unit. Discrimination, égalité et reconnaissance*, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2016, *Sociologie de l'expérience*, Seuil, Coll. Point Essais, 2016, *Réformer le collège* (avec Pierre Merle), PUF, 2016.

Sylvain Dzimira est docteur en sociologie. Sa thèse a notamment porté sur Marcel Mauss, dont a été tiré un ouvrage : *Marcel Mauss, savant et politique*, La Découverte, 2008. Il enseigne les sciences économiques et sociales au lycée Saint Michel de Picpus à Paris, où il est Délégué syndical Ssep-CFDT et élu au CSE, ainsi que la sociologie et la méthodologie universitaire à l'Université Paris Est, où il est élu au Comité technique. La Fep, le Sgen et l'Irea lui ont confié la responsabilité de créer et d'animer une revue de vulgarisation de la recherche dans le cadre des activités de l'Irea.

Jocelyne Porcher est sociologue et zootechnicienne, directrice de recherche à INRAE. Ses recherches portent sur les relations de travail entre humains et animaux. Elle est l'auteure de nombreux articles scientifiques et de débat public, ainsi que d'une dizaine d'ouvrages sur ce sujet dont "Cause animale, cause du capital" (Editions Le Bord de l'Eau) publié en 2019. Parmi ses autres ouvrages : Travail animal, un autre regard sur nos relations aux animaux, Educagri, 2017, Travail animal, l'aure champ du social (en coord.), Ecologie et politique n°54, Le bord de l'eau, 2017.

Julien Rémy est chercheur et consultant dans le domaine de la cohésion sociale pendant 8 ans en France puis au Burkina Faso depuis 6 ans. Titulaire d'un doctorat de sociologie politique, sa thèse a porté sur la radicalisation des jeunes issus de l'immigration postcoloniale en France (Université Paris-Ouest Nanterre La Défense). Ce travail a fait l'objet de plusieurs publications. En Afrique, il a travaillé sur les questions de développement et de cohésion sociale de façon plus générale, sous plusieurs angles : l'impact des projets miniers industrielles sur les communautés impactées (au Burkina Faso, au Mali, en Guinée), diagnostics communaux post-conflit (République Centrafricaine), évaluation de projets de développement (Burkina Faso, Bénin, Togo, Sénégal). Depuis avril 2017, il a coordonné une recherche sur le thème « Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité en Afrique de l'Ouest », en lien avec l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal, et sur financement du CRDI (Centre de Recherches pour le Développement International).

Anne de Rugy est PRAG en sciences sociales à l'Université Paris-Est-Créteil. Elle achève une thèse en sociologie sous la direction de Christian Laval (Université Paris Nanterre, Laboratoire Sophiapol) sur la réduction de la consommation individuelle dans des situations de bifurcations professionnelles et de « déclassement choisi ». Ses recherches portent sur la consommation et le travail, la critique écologique du capitalisme et des modes de vie, les croisements entre littérature et sciences sociales.

Armelle Weil est doctorante en sociologie à la Haute école de Travail Social - Genève (HES-SO) et à l'Université de Lausanne, elle prépare une thèse sur les carrières de délinquance juvénile, s'intéressant particulièrement aux expériences genrées dans la chaîne pénale pour mineur·e·s en Suisse Romande. Elle est également engagée dans des collectifs féministes, tels que la fondation *Emilie Gourd* à Genève ainsi que la revue *Nouvelles Questions Féministes*.